



Conseil d'administration
du Programme des
Nations Unies
pour l'environnement



Distr.
GENERALE

UNEP/GC.21/5
18 janvier 2001

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Vingt et unième session
Nairobi, 5-9 février 2001
Point 4 b) de l'ordre du jour provisoire *

FORUM MINISTÉRIEL MONDIAL SUR L'ENVIRONNEMENT

QUESTIONS DE POLITIQUE GENERALE : NOUVELLES QUESTIONS DE POLITIQUE GENERALE

Document de discussion présenté par le Directeur exécutif

Le présent document est un document d'information destiné à stimuler le débat et à identifier les questions intéressant les gouvernements qui seront examinées par les ministres et chefs de délégation pendant leur consultation ministérielle à la vingt et unième session du Conseil d'administration/deuxième Forum ministériel mondial sur l'environnement.

Table des matières

I.	Contexte des tables rondes au niveau ministériel.....	2
II.	Pauvreté et environnement	13
III.	Pauvreté et environnement : vulnérabilité de l'environnement aux catastrophes naturelles et provoquées par l'homme.....	22
IV.	Dimension environnementale du dialogue entre les civilisations	28

* UNEP/GC.21/1.

I. CONTEXTE DES TABLES RONDES AU NIVEAU MINISTERIEL

A. Introduction

1. La Déclaration de Nairobi sur le rôle et le mandat du PNUE a été adoptée par le Conseil d'administration à sa dix-neuvième session, en février 1997, pour permettre au PNUE de relever les défis environnementaux majeurs du monde contemporain. En mai 1998, à sa cinquième session extraordinaire, le Conseil d'administration a précisé les axes des activités du PNUE en identifiant cinq domaines de concentration spécifiques : a) surveillance, évaluation, information et recherche en matière d'environnement, y compris l'alerte rapide; b) coordination accrue des conventions sur l'environnement et mise au point d'instruments de politique environnementale; c) eau douce; d) transfert de technologie et industrie; e) aide à l'Afrique.

2. En 1999, le Conseil d'administration et l'Assemblée générale ont approuvé le rapport du Secrétaire général sur l'environnement et les établissements humains, y compris les propositions ayant pour but un système amélioré de gouvernance de l'environnement. Cela a conduit à la création du Groupe de la gestion de l'environnement et d'un Forum mondial sur l'environnement, annuel, au niveau ministériel.

3. La Déclaration ministérielle de Malmö, adoptée par le Forum ministériel mondial sur l'environnement en mai 2000, a identifié les défis environnementaux majeurs du XXI^e siècle et un certain nombre de questions et de réponses de politique générale à examiner par les gouvernements, le PNUE et d'autres organisations, et tous les segments de la société civile, y compris le secteur privé. La Déclaration fournissait au PNUE des indications stratégiques supplémentaires sur la façon de traiter divers aspects des problèmes mondiaux d'environnement.

4. Il ne fait pas de doute que la mise en œuvre de la Déclaration de Nairobi et de la Déclaration ministérielle de Malmö donnera au PNUE une base solide pour ses activités de programme. Cependant, les contraintes de ressources et de politique générale demeurent et les priorités devront être exposées clairement; il faut espérer qu'elles le seront au forum de 2001. Le but du présent document est de planter le décor pour un dialogue de politique générale sur les priorités, en se concentrant sur quatre importantes questions de politique générale : énergie; Afrique; contribution du PNUE à Rio +10; et gouvernance de l'environnement mondial.

B. Energie : un défi majeur pour la viabilité de la société humaine et l'intégrité environnementale de la Terre

Progrès et défis

5. L'énergie diffère nettement de la plupart des autres domaines de préoccupation du PNUE à cause du nombre de façons dont nos systèmes énergétiques affectent l'environnement. L'extraction, le transport et l'utilisation des combustibles primaires (principalement fossiles) et la production et le transport de l'électricité peuvent nuire à l'environnement de plusieurs manières. Le changement climatique mondial est à présent la question la plus en vue dans l'agenda intergouvernemental. L'accroissement des besoins humains en énergie sous-tend plusieurs autres problèmes persistants d'environnement, dont l'élimination des déchets nucléaires, les déversements de pétrole en mer, les dommages infligés aux écosystèmes par les barrages et la déforestation entraînée par le prélèvement de bois. L'énergie est utilisée chaque jour par chaque être humain sur la Terre sous une forme ou sous une autre. L'accès à des sources d'énergie fiables, et en particulier à l'électricité, est fondamental pour soutenir la croissance économique, réduire la pauvreté grâce à la création d'emplois ruraux, assurer l'éducation et améliorer la santé. L'utilisation de l'énergie est au cœur de la société industrielle moderne : des milliards de dollars sont dépensés chaque

année sur les infrastructures et les services énergétiques. Les pays en développement, cela dit, ont encore besoin d'accroître sensiblement leurs services énergétiques pour assurer leurs besoins essentiels.

Quelques indicateurs énergétiques
<ul style="list-style-type: none"> • La demande mondiale d'énergie primaire a augmenté de près de 60 % entre 1973 et 1997. • Les émissions annuelles de CO₂ ayant pour origine la combustion de combustibles ont quadruplé entre 1950 et 2000. • Les pays à revenu élevé, avec 20 % de la population mondiale, représentent 60 % de l'utilisation d'énergie commerciale. • On s'attend à ce que la demande d'énergie primaire en Asie double tous les 12 ans; à l'échelle de la planète, la demande double tous les 28 ans. • Les combustibles tirés de la biomasse – bois de chauffage, résidus agricoles, déchets animaux et charbon de bois – fournissent encore 20 à 80 % de l'énergie primaire dans les pays en développement. • On estime qu'il faudra 15 000 milliards de dollars de nouveaux investissements dans l'infrastructure du secteur de l'énergie électrique pendant les 20 prochaines années, pour à la fois satisfaire les nouveaux besoins et remplacer le matériel obsolète. • La Banque mondiale a désigné la pollution de l'air à l'intérieur des locaux dans les pays en développement comme étant l'un des quatre problèmes mondiaux d'environnement les plus critiques.
Eléments clés du programme actuel du PNUE sur l'énergie
<p>Le principal objectif du programme du PNUE sur l'énergie est de susciter, à l'échelle mondiale, un passage à des systèmes énergétiques moins nocifs pour l'environnement. A cette fin, le PNUE :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Favorise un échange d'informations sur les technologies économes en énergie et les technologies des énergies renouvelables au moyen de publications et d'un réseau de sources d'information qui se développe. • Renforce les capacités des décideurs des gouvernements et de l'industrie à faire face aux problèmes d'énergie et d'environnement (et de transports). • Fournit des services consultatifs aux institutions financières sur les investissements énergétiques. • Est en train de créer un réseau de centres d'excellence régionaux et sous-régionaux, capables de fournir une assistance technique aux décideurs des gouvernements et de l'industrie. • Met sur pied des alliances et des partenariats avec le secteur privé (institutions financières, industrie des énergies renouvelables, associations industrielles concernées) et d'autres organismes des Nations Unies (par exemple le Programme solaire mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)).

Vision d'avenir

6. La priorité des priorités est de se diriger vers une économie à émissions faibles ou nulles de carbone grâce à une action aux niveaux local, national et international. Le programme du PNUE sur l'énergie doit particulièrement s'attacher à encourager les acteurs clés à adopter des options énergétiques qui ont un faible impact sur l'environnement, quelle que soit la source d'énergie : vent, eau, soleil, biomasse ou combustibles fossiles [ou nucléaire/hydrogène]. Mais l'amélioration de l'efficacité et la

réduction des émissions sont essentielles pour tous les futurs systèmes énergétiques. Un approvisionnement en énergie soutenable et non nocif pour le climat a toutes chances de provenir de nombreuses sources différentes. Le passage dans les meilleurs délais à une économie «verte», à faibles émissions de carbone, ne se produira que si tous les pays choisissent leurs politiques énergétiques à partir d'une liste de solutions propres à réduire progressivement les impacts sur l'environnement. La liste de ces solutions est la suivante :

- a) Approches économiques (tarification, incitations économiques et fiscales) harmonisées pour assurer une meilleure gestion de la demande d'énergie, tout en permettant aux pauvres d'avoir accès à l'énergie;
- b) Combinaison d'actions réglementaires et volontaires dans les secteurs industriels gourmands en énergie afin de réduire la consommation d'énergie;
- c) Accélération du développement commercial de nouvelles technologies énergétiques à faibles émissions de carbone, vu qu'il faut du temps pour que de nouveaux systèmes remplacent une proportion significative des matériels actuellement en service. Pour pouvoir se placer sur une trajectoire raisonnable de réduction des émissions, le marché des piles à combustibles, du photovoltaïque, de l'énergie éolienne et d'autres technologies critiques devra être développé au plus vite;
- d) Encouragement à l'adoption et à l'intégration de la «microélectricité» afin de fournir des solutions économiques et écologiques en matière d'énergie électrique dans les pays développés comme dans les pays en développement. En particulier, les cadres commerciaux et réglementaires aux niveaux mondial et national doivent être modifiés d'urgence pour avantager les «microproducteurs», plus respectueux de l'environnement, face aux «macroproducteurs» exploitant des systèmes démodés, centralisés et polluants;
- e) Mobilisation et sensibilisation des fonctionnaires et du grand public, dans le monde entier, sur les questions d'énergie et d'environnement;
- f) Mise sur pied de partenariats avec le secteur privé, les organisations non gouvernementales, les collectivités, les administrations locales et les autres parties prenantes pour amener des changements structurels dans les systèmes énergétiques;
- g) Stimulation de l'effort de recherche-développement pour la mise au point et la démonstration de technologies moins polluantes et plus efficaces de production et d'utilisation finale de l'énergie. Il faut aussi des engagements concernant des investissements à long terme dans la recherche-développement, en particulier pour réduire encore les émissions de carbone de l'ensemble des combustibles utilisés, promouvoir la fixation et le stockage du CO₂, et améliorer l'efficacité énergétique au stade de l'utilisation finale;
- h) Exploitation du potentiel du «Mécanisme pour un développement propre» (CDM) et d'autres moyens de faciliter des transferts à grande échelle vers les pays en développement de technologies énergiquement efficaces et à base d'énergies renouvelables, pour atteindre des objectifs à la fois en matière de développement et d'environnement;
- i) Focalisation sur l'énergie rurale à travers une approche basée sur la demande d'énergie, comme plutôt que sur l'offre d'énergie;

Questions pour les ministres

- Comment persuader les consommateurs du monde développé d'exiger des politiques favorisant une réduction de la production et de l'utilisation d'énergie? Un changement radical dans l'opinion publique est-il possible ou probable? La «microélectricité» fournira-t-elle une solution technologique avec laquelle il n'y ait que des gagnants? Ou des changements de politique générale ne se produiront-ils que si des événements tels qu'inondations, tempêtes et sécheresses commencent à affecter la vie d'un nombre suffisamment grand de particuliers?
- Comment encourager les pays développés et le secteur privé à transférer à un faible coût des technologies énergétiquement efficaces vers les pays en développement ou en transition? Quelles conditions favorables doivent être suscitées pour promouvoir un transfert plus général et plus efficace?
- Comment pouvons-nous inciter réellement et efficacement les pays en développement à adopter des systèmes énergétiques respectueux de l'environnement, en particulier quand ces systèmes impliquent de payer un prix économique? Comment pouvons-nous incorporer des «externalités environnementales» dans la tarification de l'énergie (directement et au niveau des marchandises et des matériels) et mettre en place d'autres systèmes d'incitations dans les pays en développement?
- Quel est le rôle du secteur privé? Comment les gouvernements peuvent-ils créer un environnement favorable à des efforts du secteur privé visant à fournir des services énergétiques soutenables? Etant donné la tendance actuelle à la déréglementation des entreprises de production et de distribution d'énergie, quelles mesures les gouvernements devraient-ils prendre pour faire en sorte que les objectifs environnementaux ne soient pas oubliés ou négligés?
- Comment le système des Nations Unies, et en particulier le PNUE, peut-il contribuer à un passage à des systèmes énergétiques basés sur des énergies renouvelables? Par exemple, le PNUE devrait-il contribuer à la création d'un réseau de centres d'excellence, apportant des synergies entre des centres tels que l'UCCEE à Risø (Danemark), l'ENDA (Afrique de l'Ouest), l'EDRC (Afrique du Sud), l'OLADE (Amérique latine) et le TERI (Asie), parmi d'autres?
- Quel rôle le PNUE devrait-il jouer dans le secteur de l'énergie des régions développées et des régions en développement? Quelles priorités et quels objectifs le PNUE devrait-il choisir pour ses politiques énergétiques?

C. Afrique : nécessité d'une intégration de l'action des pouvoirs publics face aux problèmes de la pauvreté et de l'environnement

Conditions et tendances

7. Le rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur l'Afrique a attiré l'attention du monde sur le fait que, à maints égards, les causes de conflit et la recherche d'une paix durable et d'un développement soutenable ont renforcé la prise de conscience des liens qui existent entre paix et sécurité humaine, atténuation de la pauvreté, protection de l'environnement et droits de l'homme. Par voie de conséquence, les questions ne se divisent plus facilement en questions sociales ou de sécurité, questions économiques ou environnementales, questions intérieures ou mondiales, questions du secteur public ou du secteur privé. En fait, elles ont toutes, en théorie et en pratique, de multiples facettes. Le PNUE reconnaît la nécessité de concevoir des approches intégrées qui prennent en compte et regroupent les conditions et les objectifs écologiques, sociaux et économiques dans la région africaine.

8. Pendant la dizaine d'années qui vient de s'écouler, les évaluations effectuées ou soutenues par le PNUE, comme l'Avenir de l'environnement mondial (GEO), ont démontré que la base écologique de l'Afrique est fragile et que diverses menaces pèsent sur elle. La région connaît de multiples et graves problèmes d'environnement. L'exploitation insoutenable à terme et la dégradation des forêts, des sols, de la faune et de la flore sauvages, des eaux douces et d'autres ressources naturelles menacent de saper les perspectives de développement économique de la région. La plupart des pays africains sont critiquement tributaires du maintien de l'intégrité écologique. L'agriculture et d'autres secteurs de l'économie dépendent directement des biens et des services environnementaux. Dans l'ensemble, l'Organisation des Nations Unies est beaucoup plus consciente de la situation de l'environnement en Afrique grâce aux nouvelles connaissances et informations sur les sources de dégradation de l'environnement et leurs effets sociopolitiques, écologiques et économiques.

9. Des évaluations récentes ont montré de façon frappante que l'Afrique perd ses ressources naturelles à des rythmes relativement rapides, comparés à ceux de beaucoup d'autres régions du monde. Les causes des problèmes environnementaux de l'Afrique sont nombreuses, complexes et liées. Les points suivants sont à méditer :

a) L'Afrique est le seul continent sur lequel on s'attend à ce que la pauvreté augmente au cours du prochain siècle;

b) Quelque 500 millions d'hectares de terres ont été affectés par la dégradation du sol depuis 1950, dont pas moins de 65 % de terres agricoles;

c) Du fait de la diminution de la sécurité alimentaire, le nombre de personnes sous-alimentées en Afrique a presque doublé, passant de 100 millions à la fin des années 60 à près de 200 millions en 1995;

d) L'Afrique a perdu 39 millions d'hectares de forêt tropicale pendant les années 80, et 10 autres millions d'hectares entre 1990 et 1995;

e) Quatorze pays souffrent d'un déficit hydrique ou d'une pénurie d'eau, et 11 autres les rejoindront d'ici 2025;

f) L'Afrique émet seulement 3,5% de la quantité mondiale totale de gaz carbonique actuellement, et l'on pense que cette part n'atteindra que 3,8 % d'ici 2010;

g) Alors que les lourdes dettes extérieures de nombreux pays africains sont une préoccupation majeure, beaucoup de ces mêmes pays ont aussi des «dettes environnementales» croissantes, dans lesquelles le coût d'une action curative sera bien supérieur à celui d'une action préventive.

10. La performance économique relativement médiocre, se manifestant par des niveaux de pauvreté élevés et croissants, dans la majorité des pays africains au cours des trente dernières années reste une préoccupation prioritaire. Les économies africaines ont connu un déclin considérable, et dans certains cas presque un effondrement, en termes quantitatifs et qualitatifs. Le taux de croissance économique dans au moins la moitié de la région est resté en dessous de 2 % par an, mesuré par l'évolution du produit intérieur brut, alors que la population humaine s'est accrue d'une moyenne de 4 % par an dans les vingt dernières années.

11. En conséquence, beaucoup de ménages africains ont accès à un éventail très étroit de biens et de services économiques. Les ménages ruraux, sans technologies appropriées, satisfont leurs besoins économiques directement à partir des ressources naturelles et des fragiles systèmes écologiques. Leurs capacités technologiques à exploiter ou utiliser les ressources naturelles de façon soutenable sont très limitées.

12. Ces facteurs déterminants montrent que réduire la pauvreté de la majorité pauvre des Africains est la priorité des priorités. Cette pauvreté est une cause majeure et une conséquence de la dégradation de l'environnement et de l'épuisement des ressources qui menacent la croissance économique. De nouvelles approches qui mettent les pauvres en tête de l'agenda de l'environnement et du développement pourraient mener à un développement économiquement, socialement et environnementalement viable.

Obstacles sur le chemin de la viabilité sociale, économique et environnementale en Afrique

13. En plus des limitations dues à la pauvreté, un autre ensemble de causes de la dégradation de l'environnement est associé à l'absence de la capacité institutionnelle d'appliquer les politiques, lois et accords en matière d'environnement aux niveaux national, sous-régional et régional. Au niveau national, un large éventail d'instruments de politique générale, administratifs et juridiques ont été mis en place pour résoudre les problèmes d'environnement. Ce sont notamment des plans d'actions nationaux dans le domaine de l'environnement, et des politiques et lois environnementales sectorielles et générales. En outre, des progrès importants ont été faits dans la prise de conscience des incidences de la dégradation de l'environnement et de la nécessité de lier le développement économique à la viabilité environnementale. Un bon nombre de pays africains font des efforts pour intégrer les considérations environnementales dans leurs politiques et plans nationaux de développement économique. Mais la traduction de ces considérations en actions concrètes peut avoir été entravée par les contraintes de ressources financières et une capacité institutionnelle limitée.

14. Par ailleurs, la capacité des pays africains à investir dans l'étude et la mise en œuvre de programmes de viabilité environnementale est largement influencée par leur environnement économique actuel. La plupart de ces pays se préoccupent de mettre en place des mesures de reprise économique à court terme. Même s'ils apprécient l'importance de la gestion de l'environnement, ils sont confrontés à des crises économiques qui appellent des solutions urgentes et souvent à court terme et sapent la stabilité sociale et politique. Dans ces conditions de faible croissance économique, il n'est pas possible aux pays d'investir dans la gestion de l'environnement ou d'y réaffecter des ressources. Paradoxalement, ces pays ont toutefois besoin d'investir dans des activités de gestion de l'environnement pour assurer une reprise économique à long terme. Ainsi, la recherche d'une viabilité environnementale pour l'Afrique doit être fondée sur des mesures qui renouvelleront et élargiront les économies de la région.

Questions pour les ministres

- Que devrait se fixer le PNUE comme nouvelles cibles et nouveaux objectifs pour l'Afrique? Comment mobiliser un engagement et un soutien politiques à l'échelle du monde pour une nouvelle donne au profit d'un développement respectueux de l'environnement en Afrique?
- Comment assurer une application réaliste et efficace des accords multilatéraux clés sur l'environnement en Afrique? Que peut faire le PNUE de plus, en particulier, pour relier entre elles les conventions sur la désertification, la biodiversité, les produits chimiques et le climat dans le contexte africain?
- Pourquoi l'Agenda 21 n'a-t-il pas été efficace dans la situation particulière de l'Afrique? Un nouvel agenda est-il nécessaire pour relier entre eux les objectifs d'environnement et de développement pour la région? Un «Agenda Afrique 2002» devrait-il être une priorité de Rio +10?
- Comment rendre plus facilement accessibles les avantages d'Internet pour appuyer les efforts de protection de l'environnement et de développement en Afrique? Comment le PNUE pourrait-il promouvoir un accès amélioré de la société civile à l'information sur l'environnement en Afrique?

- Comment inverser la tendance historique des investisseurs et promoteurs privés à menacer l'environnement comme si c'était un «bien libre» en Afrique? La réponse est-elle dans des mesures pour répercuter les «externalités environnementales» dans les prix, ou une approche réglementaire plus énergique est-elle nécessaire pour encourager tant les investisseurs que les pays à traiter l'environnement terrestre et marin africain avec le respect qui convient?

D. Recherche d'un consensus pour la solidarité internationale :
contribution du PNUE au processus de Rio + 10

15. Le temps passe et l'ordre du jour de Rio +10 est encore flou. A l'exception du traité sur les polluants organiques persistants (POP), finalisé à Johannesburg en décembre 2000, aucun instrument majeur sur l'environnement en cours de négociation ne sera prêt à temps pour Rio + 10. Le temps fera défaut d'ici la conférence de 2002 pour créer de nouveaux mécanismes pour s'attaquer à la multitude de problèmes environnementaux et sociaux identifiés dans l'Agenda 21.

16. Le principal objectif mis en avant pour la Conférence de 2002 est le passage en revue de la décennie depuis la Conférence de Rio sur l'environnement et le développement. Les préparatifs de la conférence de 2002 ont commencé dans toutes les régions, le PNUE jouant un rôle de premier plan dans leur organisation. Le PNUE coopérera avec la Division des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies, la Commission économique pour l'Amérique latine et le Caraïbes, la Commission économique pour l'Europe, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, parmi d'autres institutions régionales et sous-régionales, dans l'établissement de rapports, documents d'information et évaluations et dans l'organisation de réunions préparatoires aux niveaux sous-régional et régional. Que trouverons-nous de réalisé? Le rapport du PNUE lui-même intitulé "l'Avenir de l'environnement mondial (GEO-2000)" confirme que «le système mondial de politique environnementale et de gestion de l'environnement avance dans la bonne direction mais beaucoup trop lentement». La Déclaration ministérielle de Malmö semble mettre en lumière le fait que la volonté politique fait défaut pour exécuter les actions nécessaires pour s'attaquer aux problèmes sociaux et environnementaux examinés dans l'Agenda 21, et que les fonds pour ce faire n'ont pas été au rendez-vous. Beaucoup des buts et objectifs fixés il y a 10 ans n'ont pas été atteints et il est essentiel que les gouvernements représentés à la conférence de 2002 aient des discussions franches et s'engagent à entreprendre les actions nécessaires pour revitaliser l'Agenda 21, mobiliser des ressources internationales et nationales et faciliter des actions permettant de créer des conditions propices à la réalisations de ces buts et objectifs, par exemple au moyen de transferts de technologie.

Questions pour les ministres

- La conférence de 2002 devrait-elle être focalisée sur les questions de gouvernance et de ressources comme thème principal?
- Les institutions et instruments juridiques créés à Rio ont-ils été efficaces? Et sinon, ces institutions inefficaces seront-elles éliminées?
- Un examen concerté du financement depuis la Conférence de Rio aura-il lieu?
- Comment faciliter des actions propres à créer les conditions nécessaires pour atteindre les buts et objectifs, par exemple le transfert de technologie?
- Comment faire en sorte que les résultats soient honnêtement suivis et directement liés à la stratégie de mise en œuvre?

E. Gouvernance de l'environnement mondial : recherche d'un système cohérent et efficace de gouvernance de l'environnement à tous les niveaux pour assurer la viabilité de la société humaine et l'intégrité environnementale de la Terre

17. Alors que nous nous approchons du trentième anniversaire de l'historique Conférence de Stockholm et de l'examen décennal prévu par la Conférence de Rio, le "Sommet mondial sur le développement durable", l'environnement, ayant été intégré dans le concept de développement durable, continue d'être en tête de l'agenda international et d'importants résultats ont été obtenus. Néanmoins, le défi de la viabilité environnementale reste gigantesque comme le montre sans complaisance le rapport sur l'Avenir de l'environnement mondial (GEO-2000) du PNUE. De nouvelles questions et des questions émergentes nécessitent au plus vite attention et coordination dans un monde globalisé.

18. L'évolution des diverses initiatives prises par la communauté internationale pour s'attaquer aux problèmes environnementaux mondiaux a conduit à une prolifération de nouveaux programmes et arrangements institutionnels conçus pour répondre à des préoccupations spécifiques. Ces nouveaux mécanismes institutionnels ont souvent été créés sans faire bien attention à la façon dont ils pourraient interagir avec l'ensemble du système, ou à la coordination nécessaire. Etant donné le nombre d'organismes, avec notamment plus de 200 accords multilatéraux sur l'environnement, dont beaucoup ont des champs d'application qui se chevauchent, les ressources sont étirées à l'extrême et c'est encore l'exception plutôt que la règle, pour les grands organismes internationaux s'occupant d'environnement, de coopérer entre eux dans l'exécution de programmes concertés.

19. La destruction inexorable de la base de ressources naturelles de la planète et l'apparition de problèmes d'environnement menaçant la vie à l'échelle planétaire exigent que la communauté internationale commence à se demander de manière cohérente si, dans le contexte des menaces qui pèsent sur l'environnement mondial, les institutions actuellement en place pour gérer les questions critiques relatives à l'intégrité de l'environnement et à la viabilité de la planète ont la capacité de s'attaquer à ces problèmes avec de véritables chances de succès.

20. La prise de conscience du fait que l'architecture institutionnelle internationale s'occupant de questions d'environnement doit être renforcée se développe. La nécessité d'un régime international fort, transparent et participatif est de plus en plus considérée comme vitale pour assurer une approche cohérente et concertée de la recherche d'une viabilité environnementale à long terme. Le consensus croissant autour de ce point de vue devrait prendre comme point de départ une approche qui tire parti des arrangements institutionnels existants, indique clairement quels sont les nouveaux besoins et assure que chaque étape de la réforme et du changement soit entreprise sur la base d'un consensus international clair. Dans ce contexte, l'Union européenne a apporté une importante contribution d'une manière ciblée sur les décisions.

21. Le PNUE a le mandat d'être la plus haute autorité du monde en matière d'environnement. Mais il est clair que, pour que cela devienne une réalité, un engagement et un développement institutionnel bien plus grands sont nécessaires. Une base de ressources suffisante, marquant un engagement clair de tous les Etats membres, est nécessaire pour que ce mandat soit rempli.

22. Plusieurs tentatives ont été faites pour mettre en oeuvre des réformes et ont eu quelque succès. La Déclaration de Nairobi adoptée par le Conseil d'administration du PNUE en 1997 est venue à un moment critique dans l'histoire de l'organisation et a servi à clarifier son mandat. Par la suite, dans le contexte de la réforme de l'ensemble de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général a prié le Directeur exécutif du PNUE de présider une équipe spéciale chargée de proposer des mesures pour renforcer les activités de l'ONU dans le domaine de l'environnement et des établissements humains. L'Assemblée générale, dans la résolution 53/242 qui a suivi, a décidé un certain nombre de mesures qui ont eu l'effet de

produire de nouvelles améliorations dans la coordination interinstitutions des politiques générales dans le domaine de l'environnement. Parmi ces mesures a figuré la création du Forum ministériel mondial sur l'environnement pour la discussion au plus haut niveau des politiques d'environnement. Réuni pour la première fois à Malmö en mai 2000, il s'est révélé être une excellente institution pour renforcer l'Agenda mondial de l'environnement et promouvoir des actions concrètes, comme celles intégrées dans la Déclaration de Malmö. Le deuxième instrument par ordre d'importance est lié à la création du Groupe de la gestion de l'environnement, chargé d'améliorer la coordination interinstitutions et de renforcer les capacités de surveillance, d'évaluation et d'alerte rapide du PNUE à l'appui des conventions mondiales et régionales. En ce qui concerne les conventions, l'Assemblée a aussi approuvé le principe des réunions communes des chefs des secrétariats de convention sous les auspices du PNUE et appuyé l'idée que le Président du Conseil d'administration du PNUE ait des consultations avec les présidents des conférences des Parties aux conventions sur les questions transsectorielles. Ces mesures indiquent en particulier l'importance croissante que les gouvernements attachent à l'application des conventions.

23. Le développement du droit international de l'environnement a été l'un des plus rapides dans le système des Nations Unies. Le développement progressif du droit international de l'environnement relatif au développement durable fournit une réponse nouvelle et novatrice de la communauté internationale pour ce qui est de créer et d'améliorer un processus pour s'attaquer aux problèmes les plus pressants de l'environnement mondial. Dans ce contexte, il est particulièrement important de mettre au point des instruments orientés vers le marché dans un monde globalisé, comme base de l'intégration de la société civile, et spécialement du secteur privé, dans les réponses à ces problèmes.

24. Cette évolution a inspiré des idées, concepts et principes nouveaux et novateurs et produit des mécanismes et des procédures de facilitation et d'habilitation dans des domaines tels que la mise en œuvre et la mise en conformité et des domaines des relations internationales en pleine évolution au cours des dix dernières années. Le droit international de l'environnement joue un rôle de plus en plus important dans la promotion de l'intégration de l'environnement et du développement et dans l'établissement d'un cadre juridique et réglementaire efficace pour soutenir les efforts de la communauté internationale visant à parvenir à un développement durable.

25. Le nombre total d'accords juridiques traitant de l'environnement et du développement durable augmente tandis que le temps moyen pris pour négocier chaque traité diminue. Dans le même temps, l'échelle des problèmes à traiter s'est élargie, d'abord régionale, puis «hémisphérique», puis mondiale, tandis que le nombre total d'Etats souverains qui doivent participer à la négociation de ces arrangements juridiques a progressivement augmenté. Des préoccupations et principes environnementaux - précaution, équité entre les générations et à l'intérieur des générations, incertitude scientifique, économie prenant en compte tout le cycle de vie des produits, responsabilité commune mais différenciée, et développement durable - sont aussi apparus ces dernières années et doivent maintenant être intégrés dans le processus de négociation. Il est clair que la définition, la négociation et la création de divers protocoles et conventions juridiquement contraignants sur l'environnement représentent un succès marquant de la communauté internationale. Des conventions internationales ayant force obligatoire existent maintenant dans des domaines aussi divers que le changement climatique, la diversité biologique et la biosécurité, la désertification, le consentement en connaissance de cause pour le commerce de produits chimiques et pesticides dangereux et maintenant des polluants organiques persistants. Mais s'il y a là un impressionnant bilan pour la communauté internationale, cela soulève aussi la question de la nécessité d'une cohérence continue de politiques entre les divers instruments qui existent dans ce domaine, à la fois au niveau interinstitutions, et au niveau intergouvernemental.

26. Il faut particulièrement souligner que l'observation du droit de l'environnement et le contrôle de cette observation sont loin d'être satisfaisants et que là où il existe des institutions pour les questions d'environnement, les structures et fonctions de gouvernance n'existent pas toujours ou sont trop faibles ou mal coordonnées. Cela concerne particulièrement d'autres dimensions de la mondialisation, en particulier le commerce.

Le nouveau contexte international

27. Les gouvernements expriment de plus en plus leur préoccupation devant le fait que la structure de gouvernance actuelle ne répond pas aux besoins de l'agenda de l'environnement. Cela va de la prolifération des réunions complexes qui entraînent de gros frais pour les négociateurs, en particulier des pays en développement, à la fragmentation de l'ordre du jour qui empêche les questions d'environnement d'être traitées de manière détaillée et ne permet pas l'émergence d'une approche propre à soutenir et appuyer l'application et le suivi des engagements juridiquement contraignants en vertu du droit international.

28. Cette préoccupation croissante a été bien exprimée dans la Déclaration ministérielle de Malmö adoptée lors du premier Forum ministériel mondial sur l'environnement, aux termes de laquelle le Sommet mondial de 2002 sur le développement durable devrait «examiner les nécessités d'une structure institutionnelle grandement renforcée pour une gouvernance internationale de l'environnement basée sur une évaluation des besoins futurs concernant une architecture institutionnelle qui ait la capacité de répondre efficacement à toute la gamme des menaces qui pèsent sur l'environnement dans un monde en voie de globalisation. Le rôle du PNUE à cet égard devrait être renforcé et sa base financière élargie et rendue plus prévisible».

29. Dans tout modèle de réforme dans lequel est soulignée l'importance centrale de la bonne observation des textes sur l'environnement, du contrôle de cette observation et de la responsabilité dans ce domaine, ainsi que celle du respect des Principes de Rio, et notamment de l'approche de précaution, la situation particulière des pays en développement doit être prise en compte. Se heurtant à divers problèmes : dégradation des termes de l'échange, obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce, dette, accroissement de la population et instabilité économique, les pays en développement ont besoin d'un soutien accru pour satisfaire aux exigences sociales et économiques tout en s'efforçant de respecter leurs obligations en matière d'environnement. La relation réciproque entre pauvreté, santé et environnement doit être prise en compte pour une application renforcée de l'Agenda de Rio.

30. Un nouveau modèle de gouvernance doit reposer sur la nécessité d'un développement durable qui réponde aux besoins sociaux, économiques et environnementaux. Les problèmes d'environnement d'aujourd'hui ne peuvent plus être traités isolément. Comme l'Avenir de l'environnement mondial (GEO-2000) l'a clairement montré, les problèmes d'environnement d'aujourd'hui sont liés aux exigences sociales, aux pressions démographiques et à la pauvreté dans les pays en développement, face à une consommation excessive et gaspilleuse dans les pays développés. De plus, toute démarche pour renforcer la gouvernance internationale de l'environnement doit tenir compte du fait que les recettes générales n'opéreront plus et que des approches différenciées, des solutions adaptées et des réponses spécifiques correspondant aux situations uniques en leur genre que nous rencontrons aujourd'hui sont nécessaires. Pareille démarche exigera un engagement universel, car elle implique d'énormes exigences concernant les capacités de conception et de mise en oeuvre des politiques à tous les niveaux.

Considérations sur la réforme des structures de gouvernance

31. Toute démarche pour renforcer et rationaliser la gouvernance internationale devrait répondre aux considérations suivantes :

- a) Crédibilité : Des structures institutionnelles réformées doivent susciter l'engagement universel de tous les Etats membres, basé sur la transparence, l'équité et la confiance dans une capacité technique indépendante pour conseiller et trancher sur les questions d'environnement;
- b) Autorité : Une réforme doit prévoir l'élaboration d'un mandat institutionnel qui ne soit pas contesté. Cela fournirait la base d'un exercice plus efficace de l'autorité dans la coordination des activités environnementales au sein de l'Organisation des Nations Unies;
- c) Financement : Des ressources financières suffisantes liées à de larges objectifs de coopération au développement doivent être fournies. En ce qui concerne le PNUE, malgré plusieurs décisions intergouvernementales pour le renforcer et lui assurer un financement «suffisant, stable et prévisible», le niveau du Fonds pour l'environnement reste aux alentours de 50 millions de dollars par an, malgré l'élargissement de ses mandats. Cette situation n'est pas viable à long terme;
- d) Participation de tous les acteurs : Vu l'importance des conséquences pour l'environnement des actions des principales catégories, de la société civile et du secteur privé, il faut trouver des moyens pour intégrer leurs vues dans la prise de décision;
- e) Coordination et application : qui sont liées à la bonne observation des textes, au contrôle de cette observation et à la responsabilité.

Conclusion

32. La majorité des vues exprimées sur la réforme de la gouvernance tendent à favoriser une démarche par étapes pour renforcer et rationaliser la structure de gouvernance actuelle, avec comme point de départ le renforcement de l'autorité et du mandat du PNUE pour lui permettre de jouer effectivement le rôle d'autorité mondiale en matière d'environnement. Un PNUE renforcé avec un mandat étoffé et une base financière sûre pourrait de façon plus réaliste jouer un rôle central dans une coordination améliorée, formuler des évaluations sérieuses des options possibles pour apporter des solutions et intégrer les préoccupations environnementales dans d'autres institutions internationales, et aussi donner des conseils sur les aspects environnementaux des politiques intérieures des Etats. Il faudrait également examiner si le PNUE a besoin d'un nouveau mandat d'un caractère plus opérationnel.

33. La prolifération des instruments juridiques, y compris d'instruments axés sur le marché et liés à tous les secteurs de la société civile, les propositions de conventions-cadres et les coûts de la dispersion géographique doivent aussi être étudiés. Cette démarche permettrait de faire évoluer le cadre institutionnel diffus qui existe actuellement vers une structure qui ait la capacité d'appuyer et de surveiller l'application des accords internationaux, ainsi que d'identifier les domaines dans lesquels pousser plus avant. Un certain nombre de mesures prometteuses ont été initiées avec la résolution 53/242 de l'Assemblée générale concernant le rapport du Secrétaire général sur l'environnement et les établissements humains. Cet élan doit être maintenu.

34. Il convient que ce débat commence au Forum ministériel mondial sur l'environnement afin de lancer un processus qui soit couronné par des accords spécifiques au Sommet mondial de 2002 sur le développement durable.

Questions pour les ministres

35. Lesquelles des grandes options suivantes pour une architecture institutionnelle future les ministres souhaiteront-ils examiner en passant en revue, en 2002, l'application des décisions de la Conférence de Rio.

- Création d'une nouvelle Organisation mondiale de l'environnement ou d'un organisme équivalent, s'ajoutant ou se substituant au PNUE?
- Renforcement du PNUE, promu institution spécialisée des Nations Unies, avec des quotes-parts et un budget accru?
- Conservation du statut actuel du PNUE, mais accroissement de son budget et évaluation des contributions volontaires à ce budget selon le barème de l'Organisation des Nations Unies?
- Elaboration d'un instrument juridictionnel fort pour veiller à l'application du droit international de l'environnement? Dans ce contexte, il devrait y avoir une relation d'interdépendance entre le PNUE, les conventions et les mécanismes financiers pour le développement durable et la protection de l'environnement.
- Devrait-on constituer un petit groupe d'experts indépendants pour examiner la question de la gouvernance, dont les conclusions seraient soumises à une future session du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement?

II. PAUVRETE ET ENVIRONNEMENT

A. Introduction

36. La mondialisation est devenue une force dominante dans les années qui ont suivi le «Sommet de la Terre» tenu à Rio en juin 1992, tandis que l'expansion rapide des échanges et des mouvements de capitaux, couplée à la révolution des technologies de l'information, créait un monde plus interdépendant qu'il ne l'avait jamais été. Les avis varient largement quant aux incidences de la mondialisation sur les efforts menés pour combattre la pauvreté et la dégradation de l'environnement. Alors que beaucoup de gens dans le monde entier voient dans la mondialisation un phénomène largement positif, d'autres craignent que cette mondialisation n'ait pour résultat une "course au bas de l'échelle" dans les normes en matière d'environnement et de main d'oeuvre et exacerbe les déséquilibres sociaux et environnementaux. Ce dernier avis en est de plus en plus arrivé à définir les termes du débat public sur la mondialisation, comme le montrent les dizaines de milliers de protestataires qui ont envahi les rues lors de réunions internationales comme la réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce tenue en septembre 1999 à Seattle, et les réunions annuelles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international tenues en septembre 2000 à Prague.

37. Avec ces préoccupations très répandues concernant les incidences sociales et écologiques des tendances actuelles de la mondialisation en arrière-plan, la relation entre pauvreté et dégradation de l'environnement est maintenant sous les projecteurs sur la scène internationale. La Déclaration ministérielle de Malmö adoptée par le Forum ministériel mondial de l'environnement en mai 2000 notait que «La conférence de 2002 devrait viser à s'attaquer aux principaux obstacles au développement durable, et en particulier aux effets envahissants du fardeau de la pauvreté sur une grande proportion des habitants de la Terre, s'ajoutant à une consommation excessive et gaspilleuse et à une utilisation inefficace des ressources qui perpétuent le cercle vicieux de la dégradation de l'environnement et de l'accroissement de la pauvreté». Et 146 chefs d'Etat et de gouvernement ont promis, dans la Déclaration du millénaire de septembre 2000, de réduire de moitié d'ici 2015 le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar

par jour, ainsi que les rangs des affamés et de ceux qui n'ont pas accès à une eau potable. Les chefs d'Etat ont aussi promis de «n'épargner aucun effort pour libérer toute l'humanité, et surtout nos enfants et petits enfants, de la menace d'une vie sur une planète irrémédiablement abîmée par les activités humaines, et dont les ressources ne seraient plus suffisantes pour satisfaire leurs besoins».

38. Les pauvres supportent généralement la plus grande part du fardeau de la dégradation de l'environnement. Ils sont moins isolés que les riches des problèmes de pollution de base comme l'air et l'eau pollués et les produits chimiques toxiques, et des problèmes comme ceux de la dégradation des terres, des forêts ou des lieux de pêche menacent directement l'existence de centaines de millions de gens qui dépendent de ces ressources pour leur subsistance. Mais de la même façon que la dégradation de l'environnement aggrave souvent la pauvreté, celle-ci peut aussi aggraver la dégradation de l'environnement, les plus démunis étant forcés de surexploiter des terres marginales ou des lieux de pêche dépeuplés dans une lutte désespérée pour survivre.

39. Si la pauvreté et la dégradation de l'environnement peuvent s'accroître mutuellement, une panoplie de pratiques et de politiques novatrices existent qui protègent au lieu de décimer la richesse naturelle dont dépend en dernière analyse la santé de l'économie mondiale elle-même. Rio + 10 offre une importante occasion de donner un coup de pouce à ces initiatives sur une échelle mondiale.

B. Principaux problèmes et défis

40. Cette section est tirée du rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au Sommet du millénaire : «Nous les peuples : le rôle des Nations Unies au XXI^e siècle».

41. Dans le demi-siècle qui vient de s'écouler, le monde a connu des progrès économiques sans précédent. Des pays qui il y a seulement une génération luttaienent contre le sous-développement, sont maintenant des centres dynamiques de l'activité économique mondiale. En juste 20 ans, 15 pays, dont la population totale dépasse 1,6 milliard d'habitants, ont divisé par deux la proportion de leurs citoyens vivant dans une extrême pauvreté. L'Asie s'est fait rapidement relever de la crise financière de 1997-1998, démontrant la résistance de ses économies, même si les pauvres de l'Asie n'ont pas encore regagné le terrain perdu.

42. En tête des succès en matière de développement humain depuis les années 60 figurent l'augmentation de l'espérance de vie dans les pays en développement, passée de 46 à 64 ans, la réduction de moitié des taux de mortalité infantile, l'augmentation de plus de 80 % de la proportion d'enfants inscrits à l'école primaire, et le doublement du nombre de personnes ayant accès à une eau potable et à des équipements d'assainissement de base.

43. Si davantage de gens bénéficient de meilleures conditions de vie que jamais auparavant, beaucoup d'autres restent désespérément pauvres. Près de la moitié de la population mondiale doit encore se débrouiller avec moins de 2 dollars par jour. Approximativement 1,2 milliard de gens - 500 millions en Asie du Sud et 300 millions en Afrique - luttent avec moins de 1 dollar. En Afrique subsaharienne, il y a 74 millions de gens de plus qui vivent avec moins de 1 dollar par jour aujourd'hui qu'il n'y en avait il y a 20 ans. Avec ce type de privation viennent la douleur, le sentiment d'impuissance, le désespoir et l'absence de libertés fondamentales, toutes choses qui perpétuent elles-mêmes la pauvreté.

44. Et le fossé entre les riches et les pauvres s'est élargi ces dernières années. Le milliard de gens qui vivent dans les pays développés gagnent 60 % du revenu mondial, tandis que les 3,5 milliards de gens des pays à faible revenu en gagnent moins de 20 %. Et le ratio entre le revenu engrangé par les pays qui abritent le cinquième le plus riche de la population mondiale, comparé à celui du cinquième le plus pauvre, est allé en augmentant, passant de 30 à 1 en 1960 de 60 à 1 en 1990, et de 74 à 1 en 1997. Beaucoup de pays ont connu une augmentation des inégalités internes, notamment certains des pays en

transition, sortis du communisme. Dans le monde en développement, les inégalités de revenu sont les plus marquées en Amérique latine, suivie de près par l'Afrique subsaharienne.

45. Les disparités de revenu dans le monde ont pour pendant d'énormes différences dans les niveaux de consommation matérielle. Le PNUD estime que les 20 % les plus riches de la population mondiale consomment 58 % de l'énergie consommée dans le monde entier, 65 % de l'électricité, 87 % des voitures, 74 % des téléphones, 46 % de toute la viande et 84 % du papier, tandis que le cinquième le plus pauvre de la population mondiale consomme moins de 10 % de tous ces articles.

46. Il y a aussi un large fossé entre les femmes et les hommes dans les tendances de la pauvreté mondiale. Le PNUD estime que 70 % des plus de 1 milliard de gens vivant dans une extrême pauvreté sont des femmes. Cette inégalité se reflète dans tout un éventail d'indicateurs sociaux. Par exemple, le nombre de femmes illettrées est le double de celui des hommes. Et dans de nombreux pays, les garçons ont beaucoup plus de chances que les filles de recevoir une éducation primaire. Les femmes se voient souvent refuser des droits économiques et politiques fondamentaux qui sont inextricablement liés à l'atténuation de la pauvreté, notamment le droit de posséder des biens, d'avoir accès au crédit, et de bénéficier des systèmes de sécurité sociale.

47. L'extrême pauvreté est un affront à notre humanité commune. Elle aggrave aussi beaucoup d'autres problèmes. Par exemple, les pays pauvres, en particulier ceux où il y a une inégalité sensible entre les communautés ethniques et religieuses, risquent beaucoup plus d'être plongés dans des conflits que les pays riches. Alors que la plupart de ces conflits sont des conflits internes, ils créent aussi, par effet d'entraînement, des problèmes dans les pays voisins ou génèrent un besoin d'assistance humanitaire. Souvent aussi les pays pauvres n'ont pas la capacité et les ressources nécessaires pour appliquer des politiques respectueuses de l'environnement.

48. A moins que la communauté internationale ne redouble d'efforts et concentre ceux-ci, la pauvreté et l'inégalité risquent de s'aggraver encore. Les derniers chiffres de la pauvreté illustrent le problème. Alors que le nombre de gens vivant dans des conditions d'absolue pauvreté a légèrement diminué pendant les 10 dernières années, si l'on y regarde de plus près, on constate que cela est dû presque entièrement aux progrès réalisés en Asie de l'Est, notamment en Chine, où la réduction de la pauvreté est étroitement associée aux rythmes soutenus de la croissance économique. De récentes études montrent une claire corrélation entre la croissance et la réduction de la pauvreté dans les pays pauvres. Mais dans les sociétés affligées de fortes inégalités, la croissance économique est loin de bénéficier autant aux pauvres que dans les pays où le revenu est plus équitablement partagé.

49. L'accroissement de la population est un défi supplémentaire. L'effectif de la population mondiale a récemment atteint 6 milliards. Il a fallu seulement 12 ans pour ajouter le dernier milliard, l'espace le plus court dans l'histoire. D'ici 2025, les démographes prévoient que deux milliards supplémentaires peupleront la planète, dont presque tous dans les pays en développement.

C. Lien entre pauvreté et environnement

50. Les systèmes de gouvernance environnementale existant dans le monde affrontent mal les problèmes que notre mode actuel de développement pose pour l'intégrité de l'environnement naturel. Comme l'avancait un document de discussion préparé par le Directeur exécutif du PNUE pour le Forum ministériel mondial sur l'environnement en 2000, "des améliorations graduelles de l'environnement sont de plus en plus considérées comme insuffisantes pour respecter les engagements pris à Rio de Janeiro il y a huit ans".

51. Le document mettait en lumière certaines des répercussions sociales et économiques de la détérioration de l'environnement :

- L'eau insalubre et l'assainissement médiocre causent, estime-on, 80 % de toutes les maladies dans le monde en développement; le nombre annuel de morts dépasse 5 millions, dont plus de la moitié sont des enfants;
- Dans le monde entier, plus de 1 milliard de citadins sont exposés à des niveaux de pollution menaçant la santé; dans 11 villes de la seule Asie de l'Est, la pollution de l'air cause plus 50 000 morts prématurées et 400 000 nouveaux cas de bronchite chronique chaque année;
- En 1998, quelque 25 millions de "réfugiés environnementaux" sont apparus du fait de catastrophes climatiques;
- Les dommages mondiaux causés par les catastrophes naturelles ont été évalués à 120 milliards de dollars pour les deux années 1997 et 1998;
- La désertification et la sécheresse affectent plus de 900 millions de gens dans 100 pays.

D. Questions à examiner

52. L'expérience montre que le passage à la viabilité environnementale, si seulement il se produit, a lieu très lentement. Même là où il est clair que des changements sont nécessaires, l'action ne suit qu'avec du retard. Les processus d'ajustement doivent être accélérés à tous les niveaux, du niveau local jusqu'au niveau international en passant par le niveau national. Les ministres de l'environnement souhaiteront peut-être identifier et examiner les principaux aspects d'un système efficace de gouvernance de l'environnement mondial compte tenu des limitations imposées et des problèmes posés par une pauvreté omniprésente.

1. La pauvreté au milieu de l'abondance : un phénomène multidimensionnel

53. Bien que la pauvreté ait traditionnellement été définie en termes de revenu, un consensus croissant se fait jour pour considérer que la pauvreté est davantage un phénomène multidimensionnel englobant toute une gamme de privations, dont le fait de ne pas avoir accès à des soins de santé et à une éducation, l'incapacité de participer aux processus politiques, et la vulnérabilité face à des bouleversements économiques imprévus ou à des catastrophes naturelles. Comme l'explique le PNUD, la pauvreté n'est pas seulement un manque de moyens matériels, c'est aussi "l'absence des possibilités et des choix les plus fondamentaux pour le développement humain : mener une vie longue, saine et créative et jouir d'un niveau de vie décent, avoir la liberté, la dignité, l'estime de soi et le respect des autres".

54. La pauvreté est aussi souvent caractérisée par la dégradation de l'environnement. Beaucoup des libertés indiquées plus haut exigent un environnement naturel sain, et notamment l'accès à un air pur et une eau propre. Et comme le note l'écologiste indien Anil Agarwal, les gens de la campagne souffrent souvent d'une "pauvreté écologique" due à la dégradation de leur base de ressources naturelles. Comme l'explique Agarwal, "Les arbres et l'herbe ont disparu, la terre s'est érodée et le cycle hydrologique a été perturbé. Du coup, les fondements de leur économie ont disparu".

- Comment l'environnement économique international affecte-t-il les perspectives environnementales, notamment les liens entre commerce, dette, mouvements financiers internationaux, et qualité de l'environnement?

- Comment les ministres de l'environnement peuvent-ils le mieux contribuer aux préparatifs de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, prévue en mai 2001, et à ceux de la réunion de haut niveau sur le financement pour le développement qui doit se tenir au début de 2002?
- Comment les coûts environnementaux peuvent-ils être le mieux intégrés dans la prise de décision économique? Comment un plus large usage des techniques de comptabilité environnementale peut-il être encouragé à la fois dans les entreprises et dans les pays?

2. La santé humaine en danger

55. Une dimension particulièrement peu rassurante de la pauvreté est la mauvaise santé, qui interdit radicalement des options et limite les espoirs des gens dans un avenir meilleur. La dégradation de l'environnement contribue puissamment à beaucoup des menaces les plus pressantes d'aujourd'hui sur la santé mondiale. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que près d'un quart de toutes les maladies et blessures dans le monde sont liées au dérèglement et à la dégradation de l'environnement. En tête de la liste des maux figurent l'air pollué, l'eau souillée, un assainissement médiocre, et des maladies transmises par les insectes comme la malaria. Tragiquement, les enfants en sont les principales victimes, représentant les deux tiers de toutes les morts imputables à l'environnement.

56. Environ 90 % des maladies diarrhéiques comme le choléra, qui tuent 3 millions de personnes par an, sont dues à la contamination de l'eau. Les 90 % des 1,5 à 2,7 millions de morts causées annuellement par la malaria sont liées à des perturbations de l'environnement, comme la colonisation des forêts tropicales humides et la construction de grands ouvrages d'irrigation par des eaux de surface, qui l'une et l'autre accroissent l'exposition de l'homme aux moustiques vecteurs de maladies.

57. La pollution de l'air est une cause majeure de décès induits par l'environnement, provoquant des infections respiratoires, des maladies cardiaques et pulmonaires, et le cancer. Elle fait quelque 3 millions de morts par an, dont plus de 90 % résultent de la pollution de l'air intérieur due à la combustion de combustibles traditionnels à base de biomasses et de charbon pour la cuisine et le chauffage dans des lieux mal ventilés. Les femmes et les enfants sont souvent les victimes de cette pollution de l'air intérieur.

58. La production et l'utilisation de produits chimiques toxiques font peser une autre menace majeure sur la santé de l'homme et celle de l'environnement. Les produits chimiques synthétiques étaient pratiquement inconnus à la fin du siècle dernier, mais il y en a maintenant entre 50 000 et 100 000 qui sont produits commercialement, souvent avec des effets inconnus sur la santé humaine et la salubrité de l'environnement.

59. Des menaces sur l'environnement mondial comme l'épuisement de la couche d'ozone et le changement climatique ont aussi des incidences majeures sur la santé humaine. Les scientifiques pensent que les niveaux records observés aujourd'hui dans l'épuisement de la couche d'ozone entraîneront l'augmentation du nombre de cancers de la peau et un affaiblissement des systèmes immunitaires chez les populations exposées à un rayonnement ultraviolet excessif.

- Quels rôles les conventions sur l'environnement comme la Convention de Rotterdam, le traité sur les POP, le Protocole de Kyoto et le Protocole sur la sécurité biologique jouent-elles dans la réduction des menaces sur la salubrité de l'environnement? Leur application peut-elle être à la fois accélérée et focalisée plus concrètement sur ces couplages?
- Comment l'OMS, l'UNICEF et le PNUE devraient-ils travailler ensemble sur les questions de salubrité de l'environnement?

- La troisième Conférence ministérielle sur l'environnement et la santé organisée par l'OMS-Europe a conduit à un certain nombre de mesures importantes, dont un protocole juridiquement contraignant sur l'eau et la santé et une charte sur les transports, l'environnement et la santé. Est-ce une voie possible pour des initiatives similaires dans d'autres régions?
- Comment les pauvres peuvent-ils avoir davantage accès à l'énergie solaire et à d'autres formes d'énergies renouvelables, afin de disposer de l'électricité et de l'énergie dont ils ont besoin, tout en réduisant les impacts sanitaires et environnementaux négatifs associés à la combustion de combustibles fossiles et de biomasse?
- Qu'est-ce qui peut être réalisé sur les questions d'énergie et de transports à la neuvième session de la Commission du développement durable qui favorise des synergies positives entre protection de l'environnement et atténuation de la pauvreté?

3. Terres dégradées, populations appauvries

60. Historiquement, les populations les plus profondément appauvries ont vécu dans les campagnes, où elles étaient fortement tributaires de l'agriculture pour leur alimentation et plus généralement pour leur subsistance. Mais la dégradation des terres est les pénuries d'eau dans de nombreuses régions du monde font peser une menace grave et croissante sur la capacité des agriculteurs pauvres à vivre tant bien que mal de la terre.

61. A travers le monde, plus de 1 milliard d'hectares de terres sont moyennement, sinon gravement, dégradés, une superficie supérieure à celle de toute la Chine. Les conséquences de la **dégradation des terres** sont particulièrement sévères dans les régions arides du monde, où la désertification peut causer malnutrition, migrations, et troubles civils. Plus de 250 millions de gens vivent dans des régions qui sont actuellement en cours de désertification, tandis qu'environ un milliard de gens vivent dans des lieux qui les mettent en danger. En Afrique, région de concentration particulière pour le PNUE, plus d'un million d'hectares de terres arides sont moyennement, sinon gravement, affectés par la désertification, ce qui représente 73 % de toutes les terres arides. Une personne sur six, dans certains pays d'Afrique gravement touchés, s'en est trouvée déracinée.

62. **La pénurie d'eau** est une autre menace qui plane sur le monde. D'ores et déjà, un tiers de la population mondiale vit dans des pays souffrant d'un déficit hydrique moyen à fort, et les niveaux de la nappe phréatique s'abaissent dans tous les territoires continentaux habités. Si la tendance actuelle continue, deux personnes sur trois sur la Terre vivront dans des conditions d'approvisionnement en eau insuffisant en 2025. Comme davantage de pays sont forcés de se tourner vers les marchés mondiaux des céréales pour nourrir leurs populations, par manque de terres et par manque d'eau, la demande croissante ainsi créée pourrait entraîner des flambées des cours mondiaux des céréales, exacerbant les pressions sociales dans les zones urbaines des pays appauvris importateurs de denrées alimentaires.

63. La **déforestation** est aussi étroitement liée à la pauvreté. Les pauvres sont parfois les agents involontaires de la destruction des forêts, dans la mesure où ils migrent dans des forêts précédemment intactes à la recherche de terres à cultiver pour se nourrir. Mais la déforestation aggrave aussi souvent la pauvreté, car les gens qui habitent les forêts sont déplacés de leurs terres et en même temps coupés des importants services que des forêts intactes fournissent, étant notamment une riche source de nourriture, de fibres, de remèdes, et de combustible.

64. **La surpêche et la dégradation des écosystèmes côtiers** font peser une autre grave menace encore sur le bien-être des pauvres dans le monde entier, dont beaucoup sont tributaires de lieux de pêche sains, à la fois pour leur subsistance et comme source essentielle de protéines. Mais les zones de pêche du monde sont en état de siège, du fait de la destruction, de la pollution et de la surexploitation des habitats – 70 % des principales espèces de poissons sont aujourd’hui intégralement exploitées ou surexploitées.

65. Le **changement climatique** menace d’aggraver grandement le sort des populations appauvries vivant près de la terre. Le Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (IPCC) prévoit que le rechauffement planétaire accentuera la pénurie d’eau dans les régions arides comme le Moyen - Orient, et accroîtra les sécheresses et diminuera la productivité agricole dans beaucoup des pays les plus pauvres du monde.

- Comment les pauvres peuvent-ils obtenir des droits d’utilisation de la terre et d’usage de l’eau plus sûrs, ce qui favoriserait la viabilité environnementale?
- Y a-t-il des modèles prometteurs de gestion partagée des ressources naturelles, et comment les reproduire?
- Quel est le rôle des femmes dans une saine gestion des ressources naturelles et l’atténuation de la pauvreté?
- Comment les questions environnementales peuvent-elles être intégrées dans les stratégies d’atténuation de la pauvreté et les plans de développement nationaux? Y a-t-il un rôle pour une collaboration accrue entre le PNUE, le PNUD et la Banque mondiale – tous trois voués à l’atténuation de la pauvreté?
- L’«Evaluation des écosystèmes mondiaux pour un nouveau millénaire» peut-elle être utilisée pour favoriser une meilleure compréhension des liens entre écosystèmes sains et atténuation de la pauvreté?
- Quelles mesures sont nécessaires pour aider les pays en développement à s’adapter aux effets environnementaux et sociaux nuisibles du changement climatique?

4. Pauvreté et milieu urbain

66. La pauvreté n’est nullement un phénomène rural. Le nombre de citoyens pauvres ne cesse d’augmenter à mesure que l’exode rural amène davantage de gens appauvris dans les villes à la croissance explosive du monde en développement. Près de la moitié des 6 milliards d’habitants qui peuplent aujourd’hui la planète sont des habitants des villes, alors qu’ils n’étaient que 30 % en 1950. On s’attend à ce que cette proportion grimpe jusqu’à 60 % d’ici 2030. Sept des dix plus grandes villes du monde sont maintenant situées dans le monde en développement, à commencer par Mexico, Bombay et Sao Paulo. Le nombre des citoyens dans le monde entier devrait doubler d’ici 2025, pour atteindre 5 milliards. Quatre - vingt-dix pourcent de cette augmentation devrait se produire dans le monde en développement, la croissance urbaine la plus explosive étant attendue en Afrique et en Asie.

67. Quand les migrants affluent dans les villes à la croissance explosive du monde en développement, ils se retrouvent souvent dans des bidonvilles sordides et tentaculaires où abondent les menaces sur la santé dues à l'environnement. Au moins 220 millions de gens dans les villes du monde en développement n'ont pas accès à l'eau potable, 420 millions n'ont pas accès à même de simples latrines, et plus de 1,1 milliard respirent un air insalubre. Comme les rangs des pauvres continuent de grossir, les administrations communales se débattent pour suivre le rythme en fournissant des services publics suffisants : eau potable, traitement des eaux, énergie et transports.

- Comment le PNUE peut-il renforcer son rôle dans le traitement des problèmes critiques liés au milieu urbain?
- Comment former des partenariats secteur public – secteur privé qui fournissent une infrastructure de base aux pauvres, comme l'approvisionnement en eau et la gestion des déchets?

5. «Verdir» l'économie

68. A l'aube du nouveau millénaire, il est indéfendable que plus de la moitié de la population du monde vive avec moins de deux dollars par jour. En même temps, la capacité de la planète est poussée au-delà de ses limites par l'échelle explosive et la structure insoutenable à terme de l'économie mondiale. Pour réduire radicalement la pauvreté tout en protégeant les systèmes économiques de la planète, il faudra créer un nouveau modèle économique permettant de protéger les ressources naturelles plutôt que de les décimer.

69. Une priorité est de générer revenu et emploi grâce à des modes de vie soutenables. Quand des usines polluantes sont fermées, les pertes d'emplois qui en résultent font souvent l'objet d'une abondante publicité. Mais on néglige souvent le fait que des millions d'emplois sont créés dans la transition vers une économie écologique dans des secteurs comme la gestion des déchets, les énergies renouvelables et le recyclage.

70. Des réformes de politique générale sont nécessaires pour rendre ces entreprises écologiques économiquement compétitives. Une démarche est d'internaliser les coûts environnementaux en augmentant les taxes et impôts sur les activités nuisibles à l'environnement tout en réduisant d'autres impôts, en particulier ceux qui découragent l'emploi. Une autre importante priorité est de réduire les subventions des pouvoirs publics aux industries qui causent des dégâts à l'environnement. Les subventions sur les combustibles fossiles, par exemple, coûtent actuellement aux trésors nationaux environs 100 milliards de dollars E.-U. chaque année, tout en imposant des coûts environnementaux importants. Des approches novatrices de la lutte contre la pollution, comme l'échange de droits d'émission, sont aussi des moyens prometteurs de maximiser l'avantage environnemental à un coût minimum.

71. Beaucoup de nouvelles technologies sont très prometteuses, mais elles entraînant aussi souvent des risques importants. La biotechnologie, par exemple, pourrait rendre possibles des avancées spectaculaires dans la production alimentaire, tout en réduisant les pressions sur l'environnement. Mais les nouvelles technologies ne doivent pas être mises précipitamment sur le marché tant qu'on n'a pas une connaissance suffisante de leurs effets possibles sur la santé humaine et la salubrité de l'environnement.

72. Une structure efficace de gouvernance de l'environnement mondial doit favoriser, soutenir et encourager des politiques et des décisions novatrices en matière d'environnement dans le monde entier. Une telle structure ne doit pas seulement répondre aux menaces qui pèsent sur l'environnement, mais aussi mettre en place les structures de gestion de l'environnement nécessaires pour empêcher, pour commencer, la dégradation de l'environnement. Des mécanismes sont également nécessaires pour faire en sorte que le public soit en mesure de participer effectivement à la formulation des politiques environnementales. A cette fin, le public doit avoir accès à la fois à l'information sur l'environnement et aux recours judiciaires.

73. Alors que le monde devient de plus en plus intégré à travers la mondialisation, que plus d'un milliard de gens ne restent pas embourbés dans une extrême pauvreté est un impératif moral. Il faut ajouter que le fait que les problèmes existant dans une partie de monde n'y resteront pas longtemps isolés est une réalité pratique. La puissante combinaison d'une pauvreté croissante et de la dégradation de l'environnement crée de graves insécurités qui menacent tout un chacun partout. Ce n'est qu'en œuvrant ensemble pour combattre les menaces partagées qu'il sera possible aux nations d'assurer la sécurité écologique et sociale de leurs citoyens, dont ils sont au premier chef responsables.

- Quelles mesures sont nécessaires pour favoriser l'internalisation des coûts environnementaux à la fois par le secteur public et le secteur privé?
- Comment les gouvernements peuvent-ils introduire des systèmes de comptabilité nationale qui prennent en compte les coûts environnementaux?
- Comment le principe de précaution peut-il être mis en pratique au niveau national et au niveau mondial?
- Le Protocole sur la biosécurité est-il un bon modèle pour savoir comment minimiser les risques associés à l'introduction de nouvelles technologies?
- Comment assurer la pleine participation du public à la prise de décisions en matière d'environnement, y compris la participation des pauvres et des démunis? Comment le principe 10 de la Déclaration de Rio peut-il être mis davantage en pratique dans le monde entier?

Références pour la section II

Rapport du millénaire du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, «Nous, les peuples : le rôle des Nations Unies au XXI^e siècle» (A/54/2000).

Autres lectures pour la section II

Programme des Nations Unies pour le développement, «Rapport sur le développement humain», 1997-1999.

Programme des Nations Unies pour le développement, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Banque mondiale et World Resources Institute, «Ressources mondiales», diverses années.

Programme des Nations Unies pour l'environnement, «l'Avenir de l'environnement mondial» (GEO-2000)

Programme des Nations Unies pour l'environnement, Pauvreté et environnement, 1995.

Banque mondiale, «Pauvreté et environnement», avril 2000.

Banque mondiale, «Rapport sur le développement dans le monde», 2000-2001.

Organisation mondiale de la santé, «La santé et l'environnement dans le développement durable : cinq ans après le Sommet de la Terre», 1997.

Worldwatch Institute, «State of the World , 2000 and 2001», à paraître.

III. PAUVRETE ET ENVIRONNEMENT : VULNERABILITE DE L'ENVIRONNEMENT AUX CATASTROPHES NATURELLES ET PROVOQUEES PAR L'HOMME

74. Les catastrophes croissent en fréquence dans le monde entier, étant souvent aggravées par la dégradation de l'environnement et les modes d'habitat. Les populations appauvries sont particulièrement vulnérables quand une catastrophe frappe, car elles n'ont habituellement pas d'assurance n'y d'autres «filets de sécurité» pour les aider à affronter la malchance et les temps difficiles. Et le changement climatique se profile à l'horizon comme une force menaçante : les scientifiques prévoient que le réchauffement planétaire se traduira dans les années à venir par des tempêtes, inondations et autres catastrophes à la fois plus fréquentes et plus meurtrières.

Le bilan de plus en plus lourd des catastrophes «naturelles»

75. D'extraordinaires catastrophes naturelles se sont produites dans toute l'histoire humaine, que ce soient des tremblements de terre, des cyclones, des typhons, des inondations ou des sécheresses. Ces catastrophes ont fait souvent dans le passé des dizaines de milliers de morts, et dans certains cas des centaines de milliers. Le nombre de morts entraînées par les catastrophes naturelles a diminué pendant le dernier siècle, à mesure que les systèmes d'alerte rapide et la préparation aux catastrophes s'amélioraient et que les progrès de l'hygiène et de l'assainissement de base dans de nombreuses régions du monde réduisaient le risque d'apparition d'épidémies massives au lendemain des catastrophes. Mais le nombre des grandes catastrophes naturelles ainsi que leur bilan économique n'ont cessé de s'accroître au cours des dernières décennies.

76. La compagnie allemande de réassurance Munich Re calcule qu'il y a eu 250 «grandes» catastrophes naturelles dans la deuxième moitié du XXe siècle, entendant par là celles qui ont nécessité une importante assistance extérieure du fait des personnes tuées ou se retrouvant sans abri ou de l'ampleur des pertes économiques. Ces catastrophes ont fait environ 1,4 million de morts. Les pertes économiques associées se sont montées globalement à 960 milliards de dollars, dont 35 % imputables à des tremblements de terre, 30 % à des inondations, 28 % à des vents de tempête, et 7 % à d'autres événements et à d'autres types de catastrophes, par exemple des sécheresses et des feux de forêt. Tant le nombre de ces «grandes» catastrophes que le chiffre des pertes économiques associées à ces catastrophes ont grimpé continûment au cours du demi-siècle écoulé.

77. Si les catastrophes naturelles se produisent dans toutes les régions du monde, les pays en développement sont bien plus vulnérables et risquent beaucoup plus de souffrir des effets de ces catastrophes, notamment un grand nombre de morts et un grave préjudice économique. Selon Munich Re, les pays en développement ont été le théâtre de 65 % de toutes les catastrophes naturelles qui se sont produites entre 1985 et 1999, mais avec un pourcentage effarant - 96 % - de tous les décès qu'elles ont entraînés. En termes économiques absolus, les pays industriels ont supporté les plus grosses pertes - 57 % - d'un total de 984 milliards de dollars pendant cette période. Mais en pourcentage du PNB, ce

sont les pays en développement qui ont payé le prix le plus lourd, avec des pertes de plus de 13 % du PNB dans les pays les plus pauvres du monde, contre seulement 2,5 % du PNB dans les pays riches.

78. Un certain nombre de facteurs ont contribué à la gravité croissante des catastrophes naturelles majeures ces dernières décennies. Une cause importante est la vulnérabilité grandissante aux catastrophes à cause des changements démographiques comme l'accroissement de la population dans les villes et le long des côtes, deux types d'emplacements qui sont particulièrement exposés aux déchaînements de la nature. Près de la moitié des 6 milliards de gens qui habitent actuellement la planète sont des citadins, alors qu'il n'y en avait que 30 % en 1950. Cette proportion devrait continuer d'augmenter et dépasser 60 % en 2025. Et 13 des 15 plus grandes agglomérations urbaines du monde sont situées près des côtes, qui sont particulièrement vulnérables aux inondations et aux dégâts causés par les ouragans.

79. La dégradation des systèmes écologiques est une autre force majeure derrière le bilan de plus en plus lourd de nombreuses catastrophes «naturelles», en particulier des inondations. Comme le dit Janet Abramovitz, du Worldwatch Institute : «Les dunes, les îles-barrières, les mangroves et les zones humides côtières sont des amortisseurs naturels qui protègent contre les tempêtes côtières. Les zones humides, les plaines d'inondation et les forêts sont des éponges qui absorbent les eaux de crue». La destruction de ces précieux écosystèmes peut faire le lit de dommages catastrophiques. L'histoire récente en est la preuve :

a) En Indonésie, 60 personnes ont été tuées et des dizaines portées disparues à la fin de novembre 2000, après de fortes pluies, des inondations et des glissements de terrain dans le nord et l'ouest de l'île de Sumatra. Les glissements de terrain se sont produits dans des zones qui ont été fortement déboisées.

b) L'Asie du Sud et du Sud-Est a connu en 2000 de graves inondations, affectant plus de 35 millions de gens, en déplaçant des centaines de milliers, en tuant plus de 2 000, et causant de graves dégâts à l'agriculture, à l'infrastructure et aux biens. Ces inondations seraient les pires qu'aient connues la région du Delta du Viet Nam en 75 ans, le Cambodge en 40 ans, et l'ouest du Bangladesh et le Bengale occidental (Inde) en un siècle.

c) En décembre 1999, les glissements de terrain et les inondations déclenchés par des pluies torrentielles dans le Grand Caracas, au Venezuela, ont fait 20 000 morts et coûté 15 milliards de dollars de pertes économiques. Les glissements de terrain et les inondations ont été aggravés par une exploitation forestière et des établissements humains incontrôlés dans les montagnes avoisinantes.

d) La crue catastrophique du Yangtze en Chine, en 1998 a tué 4 000 personnes, déplacé 223 millions de gens, et submergé 25 millions d'hectares de terres cultivables. Si la crue du Yangtze est un phénomène naturel qui se produit depuis des siècles, la déforestation et d'autres modifications de l'utilisation des sols dans le bassin ces dernières années ont grandement accru la possibilité de dégâts catastrophiques tels que ceux que l'on a connus en 1998. Au cours des quelques dizaines d'années qui viennent de s'écouler, 85 % des forêts du bassin du Yangtze ont été défrichées pour l'exploitation du bois et pour l'agriculture.

e) Quand l'ouragan Mitch a frappé en Amérique centrale en 1998, il a fait, estime-t-on, 11 000 morts, détruit 95 % des cultures de certains pays, déplacé la moitié de la population du Honduras, et provoqué 4 milliards de dollars de dommages économiques dans ce pays – un tiers de son PNB. Le déboisement a été un important facteur des pertes catastrophiques, car les flans dénudés des collines ont été emportés dans les glissements de boue et les inondations, détruisant maisons, fermes, routes et ponts. Les pays de la région perdent 2 à 4 % du couvert forestier qu'il leur reste chaque année – l'un des taux de déforestation les plus élevés du monde.

f) La période entre l'été 1997 et l'été 1998 a été appelée «l'année où le monde a pris feu». Des incendies ont fait rage sur plusieurs continents, notamment au Brésil, dans l'Etat de Floride aux Etats-Unis, en Indonésie, au Mexique et en Nouvelle-Guinée. Les effets des incendies indonésiens ont été particulièrement étendus et intenses, créant une brume dangereuse pour la santé au-dessus d'une grande partie du Sud-Est asiatique, qui a envoyé des milliers de gens à l'hôpital et obligé à fermer les écoles et les entreprises, ce qui a coûté des milliards de dollars. Le puissant phénomène climatique El Niño de cette période a été l'une des raisons des incendies, comme l'ont été l'abattage des arbres et les mauvaises pratiques de gestion forestière qui ont rendu les forêts de la région très inflammables, même si les forêts tropicales saines habituellement ne brûlent pas.

- Comment le reboisement et d'autres formes de restauration de l'environnement peuvent-ils être encouragés dans le cadre des stratégies de prévention des catastrophes?
- Comment utiliser les évaluations de la vulnérabilité de l'environnement pour mieux atténuer les effets des catastrophes?
- Quels types de systèmes d'alerte rapide sont nécessaires pour mieux prévoir les catastrophes liées à l'environnement et atténuer leurs effets les plus nuisibles?

B. Faire face au changement climatique

80. Le troisième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (IPCC), qui devrait être publié officiellement au début de 2001, estime que les concentrations atmosphériques du gaz à effet de serre qu'est le dioxyde de carbone (CO₂) augmenteront pour atteindre le double ou le triple des niveaux préindustriels d'ici la fin de ce siècle, élevant la température moyenne de la surface de la Terre de 1,0 à 6,0 degrés Celsius. Les scientifiques prévoient que ce niveau de réchauffement pourrait fortement aggraver toute une gamme de catastrophes «naturelles», des inondations aux ouragans en passant par les sécheresses.

81. L'IPCC prévoit que le niveau des mers s'élèvera de 14 à 80 centimètres d'ici 2100, du fait de l'expansion des eaux réchauffées et de la fonte des calottes glacières polaires et autres glaciers. L'élévation du niveau des mers risque de produire des inondations meurtrières dans beaucoup de zones de basse terre, tandis que les marées et ondes de tempête plus hautes obligeront des millions de gens à quitter leur maison. Des deltas fluviaux très peuplés comme ceux du Brahmapoutre et du Gange au Bangladesh et du Nil en Egypte risquent de subir des effets particulièrement catastrophiques, tout comme de petits pays insulaires tels que Kiribati et les îles Marshall dans le Pacifique, Anguilla dans les Caraïbes et les Maldives dans l'océan Indien. «L'élévation du niveau des mers pourrait anéantir nos îles aussi efficacement qu'une bombe atomique», a averti le Ministre des affaires étrangères des Îles Marshall à la Conférence des Nations Unies sur les petits états insulaires réunie en 1994.

82. Les scientifiques prévoient que les effets de l'élévation des eaux seront peut-être accentués par des tempêtes plus fréquentes et plus intenses, notamment des pluies torrentielles, des tempêtes de verglas, des tornades et des ouragans, en raison de changements dans les courants atmosphériques et océaniques. Certains de ces mêmes facteurs feront peut-être que les conditions climatiques du genre El Niño et La Niña se produiront plus fréquemment et avec une force croissante. Les années El Niño catastrophiques de 1997 et 1998 n'ont été peut-être qu'une préfiguration de ce qui nous attend. Les tempêtes, incendies, crues, sécheresses et froids massifs liés à El Niño ces années-là ont fait des milliers de morts et causé des pertes économiques d'un montant se situant entre 32 et 96 milliards de dollars, selon un rapport récent du PNUE et de quatre autres institutions.

83. On s'attend aussi à ce que les vagues de chaleur et sécheresses meurtrières se produisent plus souvent dans un monde qui se réchauffe, aggravant la pénurie d'eau dans des régions arides comme le

Moyen-Orient, et diminuant la productivité agricole dans beaucoup des pays les plus pauvres du monde. Une étude de 1998 faite par le Hadley Centre for Climate Prediction and Research, basé au Royaume-Uni, a conclu que la sécheresse induite par le changement climatique pourrait accroître de 18 %, d'ici les années 2050, la proportion de la population d'Afrique menacée par la famine.

84. Les pertes économiques d'origine climatique n'ont pas cessé de grimper ces dernières années, frappant d'effroi le secteur des assurances. Le total des sinistres d'origine climatique pendant les années 90 s'est élevé à 430 milliards de dollars, plus de cinq fois celui des années 80, selon les chiffres de Munich Re. Sur ces sinistres, 112 milliards de dollars étaient assurés, principalement dans les pays industriels. On ne sait pas bien dans quelle mesure l'accroissement de ces sinistres tient à des tempêtes, inondations et événements climatiques extrêmes plus fréquents ou s'il s'agit d'un autre phénomène tel que le nombre croissant de gens habitant des zones littorales vulnérables.

85. Le secteur des assurances s'inquiète de la probabilité d'une augmentation rapide des demandes d'indemnisation dans les années qui viennent du fait du changement climatique. Munich Re a averti que de grandes régions du monde, dont le sud-est des Etats-Unis et l'Indonésie, pourraient devenir inassurables. Et un cadre de la CGNU, la plus grande compagnie d'assurance du Royaume-Uni, a dit aux délégués rassemblés à La Haye en novembre, pour la sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, que si les tendances actuelles continuent, les dommages matériels dus aux catastrophes dépasseront la valeur totale de l'économie mondiale d'ici 2065. Il a noté qu'à ce stade, «la destruction de richesses aura dépassé la création de richesses», et il a averti les délégués que le secteur des assurances risquait de «manquer d'argent» pour payer ces coûts.

- Quelles mesures sont nécessaires pour aider les pays et les collectivités à se préparer à de futurs El Niño?
- Comment renforcer l'initiative du PNUE concernant le secteur des assurances?
- Comment revitaliser les négociations actuellement en panne sur le Protocole de Kyoto?

C. Catastrophes provoquées par l'homme

86. Si des catastrophes naturelles comme les typhons et les inondations nous sont connues depuis des millénaires, l'époque moderne a donné naissance à de nouveaux types de catastrophes provoqués par l'homme, comme les accidents industriels, les déversements d'hydrocarbures et les dommages infligés à l'environnement par la guerre de haute technologie. Les peuples et les pays appauvris sont souvent particulièrement vulnérables à ces catastrophes de l'âge industriel. Plusieurs accidents mortels survenus dans les années 80 ont aidé à concentrer l'attention internationale sur la menace de catastrophes provoquées par l'homme :

a) Pendant la nuit du 2 décembre 1984, une cuve de stockage d'une usine de pesticides située à Bhopal (Inde) et appartenant en partie à Union Carbide, société dont le siège est aux Etats-Unis, a explosé, envoyant un nuage d'isocyanate de méthyle, un gaz toxique, vers le bidonville de Jayaprakash Nagar, qui bordait l'usine, et de là sur le reste de la ville. L'accident aurait fait plus de 6 000 morts en une semaine et plus de 16 000 à ce jour, entrant dans l'histoire comme l'une des catastrophes écologiques les plus graves que le monde ait connues ;

b) En avril 1986, une explosion et un incendie survenus à la centrale nucléaire de Tchernobyl dans ce qui était alors l'Ukraine soviétique a causé une fusion partielle du cœur du réacteur, libérant dans l'atmosphère sept tonnes de matières radioactives et contaminant la terre, la nourriture et l'eau dans une grande partie de l'Europe. Plus de dix ans après, des centaines de milliers de gens sont,

pense-t-on, en danger de contracter un cancer de la thyroïde et de subir d'autres effets graves sur leur santé du fait de leur exposition aux rayonnements à la suite de l'accident;

c) En novembre 1986, un incendie qui s'était déclaré dans un entrepôt chimique de la firme Sandoz près de Bâle, en Suisse, a conduit au déversement de 13 à 30 tonnes de produits chimiques dangereux dans le Rhin, tuant les poissons et endommageant la vie aquatique sur plusieurs centaines de kilomètres en aval.

87. Les années récentes ont vu des accidents industriels se produire avec une fréquence croissante dans le monde entier. Pour ne citer que quelques exemples, une explosion dans un établissement de stockage d'explosifs à Shaoyang, en Chine, en janvier 1996 a fait 125 morts et 400 blessés; une année plus tard, un accident de transport à Lahore, au Pakistan, a libéré du chlore, un gaz mortel, tuant 32 personnes, en blessant 900, et exigeant l'évacuation de 1 000 autres personnes; et en février 1998, un accident de transport survenu à Yaoundé, au Cameroun, et mettant en jeu des produits pétroliers a tué 220 personnes et en a blessé 130.

88. Un certain nombre d'accidents de la mine de ces dernières années ont eu de graves conséquences à la fois pour l'environnement et pour la santé humaine. En janvier 2000, 50 à 100 tonnes de cyanure et de métaux lourds ont été rejetés dans la Tisza par une entreprise d'extraction d'or à capitaux australiens et roumains dans le nord de la Roumanie, détruisant toute vie aquatique sur près de 400 kilomètres de cette rivière. Après avoir quitté la Roumanie, la Tisza coule en Hongrie avant d'atteindre la Yougoslavie, où elle se jette dans le Danube. Des centaines de tonnes de poissons morts ont été tirés de la rivière, des milliers de pêcheurs ont été privés de travail pour des années et peut-être même des dizaines d'années, et l'eau de boisson de quelque 2 millions de personnes a été temporairement polluée. En réponse à une demande d'aide d'urgence des gouvernements de la Roumanie, de la Hongrie et la République fédérale de Yougoslavie, le PNUE a entrepris une évaluation scientifique des dommages causés par le rejet.

89. La catastrophe minière de Roumanie n'était que la dernière d'une longue chaîne d'accidents miniers catastrophiques. En 1992, de grandes quantités de cyanure ont été déversées par la mine de Summitville dans le Colorado (Etats-Unis), tuant tous les organismes vivants sur 27 kilomètres de la rivière Alamosa. Au milieu de 1995, un barrage s'est rompu près d'un établissement d'extraction d'or en Guyane, créant un panache toxique rouge de 72 kilomètres de long qui s'est répandu sur l'Essequibo, un cours d'eau qui fournit des poissons et de l'eau de boisson aux populations vivant dans la région. Et en avril 1998, une digue de stockage s'est rompue à la mine de Los Frailes, en Espagne, libérant des dizaines de milliers de litres par jour d'une boue toxique dans le Guadiana, et faisant peser une grave menace écologique sur le parc national de Doñana, qui se trouve en amont, site inscrit dans le répertoire Ramsar et site du patrimoine mondial et l'une des plus grandes zones humides protégées d'Europe.

90. La guerre est encore un autre type de situation d'urgence d'origine sociétale qui amène souvent de vastes perturbations de l'environnement, en plus de ses coûts humains incalculables. Les troubles récents des Balkans en sont un bon exemple. Un rapport d'octobre 1999 du PNUE et du Centre Habitat sur les conséquences environnementales de la crise du Kosovo a conclu que les bombardements de l'OTAN avaient causé d'importants dommages à certains sites. Le rapport demandait une assistance internationale avec un nettoyage de l'environnement dans quatre «points chauds» - le complexe industriel de Pancevo, l'usine automobile de Zastava, la raffinerie de pétrole de Novi Sad et le complexe métallurgique de Bor. Plus récemment, l'Equipe spéciale PNUE/Habitat pour les Balkans a confirmé l'existence de problèmes de contamination radioactive en plusieurs sites où de l'uranium appauvri a été utilisé pendant la guerre.

- Comment renforcer le programme du PNUE Sensibilisation et préparation aux situations d'urgence au niveau local (APELL)?

- Comment assurer le «droit de savoir» du public concernant les menaces que les accidents chimiques font peser sur sa santé?
- La Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe est-elle un modèle utile pour d'autres régions? Comment intégrer des dispositions concernant la responsabilité et l'indemnisation dans cette convention et dans d'autres contextes?
- Comment améliorer le travail du Groupe commun sur l'environnement du PNUE et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA)?
- Comment le PNUE peut-il mieux coopérer avec d'autres organismes internationaux actifs dans le domaine de la préparation aux catastrophes et de l'intervention en cas de catastrophes? En particulier, comment le PNUE peut-il mieux contribuer à la Stratégie internationale de prévention des catastrophes (ISDR)?
- Quel rôle peut jouer l'armée dans la prévention des catastrophes naturelles ou l'intervention en cas de catastrophes naturelles?

Sources clés pour la section III

Janet N. Abramovitz, «Averting Unnatural Disasters», dans Worldwatch Institute, «State of the World 2001», à paraître, janvier 2001.

Janet N. Abramovitz et Seth Dunn, «Record Year for the Weather-Related Disasters», Worldwatch News Brief, 27 novembre 1998.

Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, «World Disasters Report», 1999 et 2000.

Groupe Munich Re, Topics 2000, «Natural Catastrophes - The Current Position», publication spéciale du millénaire.

Groupe Munich Re, Topics, «Annual Review of Natural Catastrophes», 1999 et 2000.

Site Web de l'initiative du PNUE sur les assurances : <http://www.unep.ch/etu/finserv/insura>

Site Web de l'initiative APELL (Sensibilisation et préparation aux accidents industriels au niveau local) du PNUE : <http://www.uneptie.org/apell>

PNUE, NCAR (National Center for Atmospheric Research, Etats-Unis), UNU (Université des Nations Unies), OMM et ISDR (Stratégie internationale de prévention des catastrophes), «Lessons Learned from the 1997-98 El Niño : Once Burned, Twice Shy?», octobre 2000.

PNUE et OMM, site Web du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat : <http://www.ipcc.ch/>

IV. DIMENSION ENVIRONNEMENTALE DU DIALOGUE ENTRE LES CIVILISATIONS

A. Généralités

91. L'an 2001 a été proclamé par l'Organisation des Nations Unies Année du dialogue entre les civilisations afin de souligner que le processus de mondialisation en cours englobe non seulement les aspects économiques, financiers et technologiques, mais aussi les dimensions humaines, culturelles et spirituelles et l'interdépendance de l'humanité et sa riche diversité.

92. Le riche et original rapport sur l'avenir de l'environnement mondial (GEO-2000), récemment publié par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), conclut qu'alors que nous entrons dans le nouveau millénaire, la mondialisation est devenue l'influence dominante et que les avancées de la technologie et des télécommunications rétrécissent les distances géographiques et dissolvent les frontières politiques. Le phénomène de la mondialisation aggrave aussi les menaces qui pèsent sur les cultures ancestrales et les communautés autochtones.

93. Sur les quelque 6 000 cultures qui, estime-t-on, existent de par le monde, environ 4 500 sont des cultures autochtones. Il y a environ 6 000 langues parlées dans le monde aujourd'hui. Quelque 2 500 de ces langues sont en danger immédiat d'extinction, et un nombre encore plus grand sont en train de perdre le contexte écologique qui les maintient en vie en tant que langues fonctionnelles. Il a été établi qu'il y a une étroite corrélation entre les zones de diversité biologique et de diversité culturelle et que la plupart des peuples autochtones vivent dans des zones de mégadiversité. Les environnements aux espèces très diverses dans lesquelles vivent les peuples autochtones sont étroitement liés à des activités productives et des valeurs spirituelles. Si les peuples autochtones ont utilisé les ressources, il n'en ont pas moins conservé la vaste diversité des animaux, des végétaux et des écosystèmes.

94. La notion de conservation de l'environnement est un élément des cultures très anciennes dans le monde entier. Du point de vue des peuples autochtones, la nature est un tout, l'être humain étant au centre du monde naturel. De ce point de vue, toute création est sacrée et le sacré et le profane sont inséparables. La spiritualité est la plus haute forme de conscience. La communauté internationale doit redoubler d'efforts pour protéger le riche patrimoine des peuples autochtones.

95. S'il existe approximativement 300 peuples autochtones dans le monde entier parmi nos nombreuses civilisations, un certain nombre de peuples et leurs civilisations ont disparu dans le passé du fait d'un conflit militaire, d'une invasion ou d'une domination étrangère. Le réexamen de l'histoire et de la préhistoire humaines d'un point de vue écologique révèle des schémas de dégradation de l'environnement provoquée par l'homme.

96. Ensemble, les neuf principales confessions du monde représentent des milliards de gens. Toutes les confessions partagent une éthique commune basée sur l'harmonie avec la nature, bien qu'un large fossé existe souvent entre les textes religieux et les pratiques courantes des adeptes de ces religions. La religion a eu des influences positives majeures sur l'environnement naturel. En favorisant le dialogue entre les religions, l'Année du dialogue entre les civilisations proclamée par l'Organisation des Nations Unies peut rassembler cet élément commun entre les confessions du monde. La promotion du dialogue est au centre de cette proclamation. La récente publication du PNUE «Terre et foi : Un livre de réflexion et d'action » est le produit d'une collaboration du PNUE avec le Partenariat interconfessionnel pour l'environnement. Le séminaire international sur l'environnement, la religion et la culture qui doit se tenir à Téhéran en avril 2001 en collaboration avec le PNUE pourrait fournir une occasion unique de promouvoir plus avant le dialogue interconfessionnel du point de vue de l'environnement.

97. Sans une connaissance et une tolérance mutuelles concernant les dimensions culturelles et spirituelles de chacun, les peuples du monde ne parviendront jamais à la paix. Et le monde naturel dont nous dépendons souffrira aussi irréparablement, étant donné le lien étroit entre l'environnement et la paix. La crise écologique que rencontre l'humanité est profondément enracinée dans un assortiment complexe de facteurs économiques, sociaux et culturels, y compris les systèmes de croyances, les attitudes sociales et les perceptions populaires. Le type de production et de consommation, insoutenable à terme, qui prévaut aujourd'hui et certains types de croissance économique favorisés par la société moderne sont étroitement liés à des systèmes de croyance et à des attitudes sociales. Le rapport sur l'avenir de l'environnement mondial (GEO-2000) démontre clairement que si les tendances actuelles de l'accroissement de la population, de la croissance économique et des modes de consommation continuent, l'environnement sera soumis à des tensions croissantes. Dans la Déclaration du millénaire des Nations Unies, adoptée en septembre 2000, le plus de 110 chefs d'Etat signataires sont convenus des valeurs fondamentales indispensables aux relations internationales au XXI^e siècle. Ils ont affirmé ce qui suit : «Les différences au sein des sociétés et entre les sociétés ne devraient être ni craintes ni réprimées, mais chéries comme un bien précieux de l'humanité. Une culture de paix et de dialogue entre toutes les civilisations devrait être activement favorisée». C'est dans ce contexte qu'une nouvelle éthique de l'environnement basée sur des valeurs de l'environnement universellement partagées est une urgente nécessité.

98. Le dialogue entre les civilisations n'est certainement pas une idée neuve. En fait, le nouveau mandat du PNUE est de promouvoir un dialogue entre les civilisations suscitant la consultation et la coopération entre les pays pour le bien de l'environnement mondial. La Déclaration de Malmö adoptée par le premier Forum ministériel mondial sur l'environnement, réuni en Suède en mai 2000 avec la participation de plus de 100 ministres, appelle à prêter une attention spéciale aux menaces que la mondialisation fait peser sur la diversité culturelle et les connaissances traditionnelles, en particulier les cultures des communautés autochtones et locales.

99. La célébration de l'Année internationale du dialogue entre les civilisations fournit l'occasion de promouvoir une connaissance commune des défis environnementaux rencontrés par les civilisations qui composent le monde d'aujourd'hui. Le PNUE est prêt à prendre la tête des efforts de la communauté internationale pour faire naître une nouvelle éthique de l'environnement pour le XXI^e siècle.

100. Le document d'information qui suit est soumis par Directeur exécutif pour aider les participants à la vingt et unième session du Conseil d'administration/deuxième Forum ministériel mondial sur l'environnement à célébrer l'Année internationale du dialogue entre les civilisations dans une perspective environnementale.

B. Introduction

«La diversité n'est pas seulement la base du dialogue entre les civilisations, mais aussi la réalité qui rend le dialogue nécessaire».

Kofi Annan, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

101. Dans sa résolution 53/22 du 4 novembre 1998, l'Assemblée générale s'est déclarée consciente «des réalisations des différentes civilisations, qui témoignent du pluralisme culturel et des formes diverses de la créativité des être humains», et a réaffirmé «que les réalisations des différentes civilisations constituent le patrimoine de l'humanité et sont, pour l'humanité tout entière, une source d'inspiration et de progrès». Elle s'est félicitée «de l'effort déployé collectivement par la communauté internationale pour développer la compréhension par un dialogue constructif entre les civilisations à l'aube du troisième millénaire». Elle a en outre décidé de proclamer l'année 2001 Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations. L'Assemblée générale a invité «les gouvernements, les organismes des

Nations Unies, y compris l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et les autres organisations internationales et les organisations non gouvernementales compétentes à préparer et exécuter des programmes culturels, éducatifs et sociaux appropriés pour promouvoir le dialogue entre les civilisations, notamment en organisant des conférences et des séminaires et en diffusant des informations et des ouvrages théoriques sur la question, et à informer le Secrétaire général de leurs activités».

102. L'Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations est destinée à fournir l'occasion de souligner que l'actuel processus de mondialisation n'a pas seulement des aspects économiques, financiers et technologiques, mais doit aussi être axé sur les dimensions humaine, culturelle et spirituelle et sur l'interdépendance de l'humanité et sa riche diversité. S'il est reconnu que la mondialisation et le libre mouvement des idées des êtres humains qui en résulte permettent des rencontres sans précédent entre les individus, les sociétés et les cultures, cette mondialisation affecte aussi profondément les styles de vie et les comportements, les processus de prise de décision, les méthodes de gouvernance, la créativité et les formes d'expression. Cette initiative est aussi basée sur la constatation de la nécessité d'un engagement renouvelé de promouvoir et de développer la coopération et la compréhension internationales sur la base de la reconnaissance de l'égale dignité des individus et des sociétés et du caractère unique en son genre de leurs contributions au progrès humain.

103. En août 1999, le Secrétaire général a nommé M. Giandomenico Picco son représentant personnel pour l'Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations afin de l'aider dans sa tâche. Dans son rapport à la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale contenu dans l'annexe au rapport du Secrétaire général sur l'Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations (A/54/546), M. Picco donne des détails sur la base conceptuelle, le souci de réalisme et les objectifs de cette initiative. «Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies adhèrent à un même ensemble de valeurs consacrées par la Charte. Par définition, élargir cet ensemble faciliterait le dialogue, puisque les Etats Membres s'accorderaient sur un plus grand nombre de principes... L'Organisation des Nations Unies peut, à cet égard, jouer un rôle majeur en veillant à ce que l'identité de chacun soit préservée... En mettant la diversité en avant, les organismes des Nations Unies peuvent protéger les spécificités locales à mesure que s'enrichit l'ensemble des valeurs qui nous rapprochent. Mieux comprise, la différence conforte le sentiment identitaire et affermit l'élargissement des valeurs communes, dynamisant ainsi les organismes des Nations Unies». M. Picco émet plus loin une suggestion : «Il serait donc opportun que le dialogue entre les civilisations ouvre la voie à un processus de réconciliation dans une ou plusieurs parties du monde. Tout comme ceux qui dans les années 90 ont justifié les conflits en brandissant la menace de la différence, ceux qui s'emploieront à faire régner la paix recourront peut-être au dialogue entre les civilisations pour aller de l'avant».

104. Dans sa résolution 54/113 du 10 décembre 1999, l'Assemblée générale s'est félicitée de la décision du Secrétaire général de nommer un représentant personnel pour l'Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations. Elle a invité toutes les parties concernées à continuer et intensifier la préparation et à organiser des programmes culturels, éducatifs et sociaux appropriés pour promouvoir le concept de dialogue entre les civilisations. A sa vingt-sixième session, tenue à Genève du 11 au 13 juillet 2000, le Comité commun de l'information des Nations Unies, passant en revue le plan pour le dialogue (JUNIC/2000/6), a suggéré le slogan «La diversité n'est pas une menace».

105. Pour lancer l'Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, a réuni une table ronde à la veille du Sommet du millénaire, tenu à New York du 6 au 8 septembre 2000. La table-ronde s'est tenue avec le soutien du Président de la République islamique d'Iran et a été présidée par le Directeur général de l'UNESCO. Le Secrétaire général, 12 chefs d'Etat (Afghanistan, Algérie, Géorgie, Indonésie, République islamique d'Iran, Lettonie, Mali, Mozambique, Namibie, Nigéria, Qatar et Soudan), la Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique et les ministres des

affaires étrangères de l'Azerbaïdjan, du Costa Rica, de l'Égypte, de l'Inde et de l'Irak y ont participé ainsi que d'autres personnalités, savants, écrivains et artistes.

106. Le même jour, le Secrétaire général a annoncé la formation d'un groupe de 16 personnalités éminentes conviées à travailler avec son représentant personnel pour préparer un rapport qui devait lui être soumis à la fin de l'été 2001, avant sa soumission à la cinquante-sixième session de l'Assemblée générale. En faisant cette annonce, le Secrétaire général a dit ce qui suit au sujet du rapport attendu : «Ces réflexions partiront de la constatation du fait que nous devons utiliser la diversité comme un atout dans un monde de plus en plus interconnecté. En fait, la perception de la diversité comme une menace est le germe même de la guerre. La diversité n'est pas seulement la base du dialogue entre les civilisations, mais aussi la réalité qui rend le dialogue nécessaire».

107. Dans son rapport à la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale (A/55/492/Rev.1), le Secrétaire général a écrit ce qui suit : "Dans la recherche de ces objectifs, le voyage conceptuel peut s'articuler autour des idées suivantes : les indignités des années 1990; la diversité et l'Organisation des Nations Unies; la diversité en tant que visage humain de la mondialisation; et le dialogue en tant que germe d'un nouveau paradigme des relations internationales". Comme les exemples sont le meilleur moyen de faire passer un message d'une manière convaincante, le Secrétaire général a aussi suggéré que les visages, les noms et les itinéraires des 12 particuliers venant de tout un spectre de sociétés, qui ont traversé la «ligne de partage» pour trouver l'«autre», soient diffusés dans de brefs messages télévisés. Les 12 spots de 30 secondes chacun seront proposés à toutes les stations de télévision du monde pour être diffusés aussi souvent que possible pendant l'année 2001.

108. La promotion du dialogue entre les civilisations et les cultures est un élément essentiel de la mission et des programmes de l'UNESCO. Aux termes de son Acte constitutif, l'UNESCO a été créée dans le but de favoriser, grâce aux relations entre les peuples du monde dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture, les objectifs de la paix internationale et du bien-être commun de l'humanité pour lesquels l'Organisation des Nations Unies a été créée et que sa Charte proclame. C'est pourquoi l'UNESCO s'est vu confier une responsabilité particulière dans la célébration de l'Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations.

109. La promotion de la coopération internationale dans le domaine de l'environnement est au centre de la mission du PNUE. Comme il est souligné dans la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale, du 15 décembre 1972, créant le PNUE, «les problèmes d'environnement constituent un nouveau et important domaine de la coopération internationale, et... la complexité et l'interdépendance de ces problèmes nécessitent de nouvelles approches». Parlant devant la trentième session de la Conférence générale de l'UNESCO le 29 octobre 2000, le Président de la République islamique d'Iran, Mohammad Khatami, a dit que le dialogue entre les civilisations et les cultures devrait naturellement examiner les questions qui sont vitales et urgentes pour l'humanité; et la principale de ces préoccupations est la relation entre l'homme et la nature.

110. De fait, la célébration de l'Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations fournit une occasion unique d'intensifier les efforts internationaux en cours pour surmonter les problèmes environnementaux auxquels se heurte l'humanité. La relation entre l'homme et la nature est un aspect important des diverses cultures du monde, et les dimensions spirituelle et éthique de la solution des problèmes d'environnement ne peuvent être sous-estimées. C'est précisément dans cette idée que s'est tenue la réunion ministérielle de Malmö. Elle a rassemblé plus de 100 ministres, qui ont salué la proclamation par l'Assemblée générale de l'année 2001 comme Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations. Comme il est dit dans la Charte mondiale de la nature, adoptée par l'Assemblée générale en 1982 à l'initiative du Conseil d'administration du PNUE : «La civilisation est enracinée dans la nature, qui a modelé la culture humaine et influencé toutes les réalisations artistiques et scientifiques, et

vivre en harmonie avec la nature donne à l'homme les meilleures possibilités pour le développement de sa créativité, et pour le repos et les loisirs».

111. Le présent rapport est soumis pour aider le deuxième Forum ministériel mondial sur l'environnement/vingt et unième session du Conseil d'administration à préparer la manifestation qui doit se tenir à Nairobi le 8 février 2001 pour jalonner la célébration de l'Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations dans une perspective environnementale. L'organisation de cette manifestation est une façon pour le PNUE et le Forum ministériel mondial sur l'environnement de donner suite à la décision adoptée par la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale, qui a encouragé «tous les Etats Membres, organisations régionales et internationales, organisations de la société civile et organisations non gouvernementales à continuer de mettre sur pied des initiatives appropriées à tous les niveaux pour promouvoir le dialogue dans tous les domaines en vue de favoriser la reconnaissance et la compréhension mutuelles entre les civilisations et au sein des civilisations».

C. La culture au service de la paix

112. Dans son rapport à la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale, le représentant personnel du Secrétaire général a rappelé ce qui suit : «Le dialogue entre les civilisations n'est pas un concept entièrement nouveau à l'Organisation des Nations Unies, où d'autres notions similaires ou complémentaires par leurs objectifs et leurs valeurs l'ont précédé ainsi qu'en attestent les résolutions sur la culture de la tolérance et la culture de la paix adoptées récemment par l'Assemblée générale». L'UNESCO considère l'Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations comme une suite logique de la célébration, en 2000, de l'Année internationale pour la culture de la paix et, par une décision adoptée par son Conseil exécutif à sa cent cinquante-sixième session, le 16 mars 2000, elle a souligné la relation réciproque conceptuelle entre les deux années.

113. Le concept de culture embrasse toutes les capacités et habitudes acquises par les personnes comme membres d'une société. Dans sa déclaration à l'ouverture de la Réunion internationale sur la culture et l'environnement tenue du 6 au 28 octobre 2000 à Branska Stianica (Slovaquie), le Directeur exécutif du PNUE a déclaré : «La culture est l'ensemble complexe de solutions dont la communauté humaine hérite, qu'elle adopte ou qu'elle invente afin de répondre aux défis de son environnement naturel et social». Dans le même esprit, l'article premier de la Déclaration sur une culture de paix adoptée par l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session énonce ce qui suit : «Une culture de paix est un ensemble de valeurs, d'attitudes, de traditions, de comportements et de modes de vie basés... sur des efforts pour répondre aux besoins, en matière de développement et d'environnement, des générations présentes et futures». L'article 3 de cette déclaration affirme que l'épanouissement d'une culture de paix est intégralement lié à la promotion du développement durable.

114. Par sa résolution 53/25 du 10 novembre 1998, l'Assemblée générale a proclamé la période 2001-2010 Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde. Le Programme d'action pour une culture de paix adopté comme base pour la Décennie internationale pour une culture de paix contient une section sur des actions propres à promouvoir un développement économique et sociable soutenable, et appelle à un «renforcement des capacités dans les stratégies et projets de développement pour assurer la viabilité environnementale, y compris la préservation et la régénération de la base de ressources naturelles».

115. Le droit de vivre dans un environnement pacifique et sûr sans guerre ni conflit militaire est fondamental pour le bien-être de l'homme. Il est également fondamental pour la protection de l'environnement. Le principe 26 de la Déclaration de Stockholm dispose que «il faut épargner à l'homme et à son environnement les effets des armes nucléaires et de tous les autres moyens de destruction massive», et le principe 25 de la Déclaration de Rio affirme que «la paix, le développement et la protection de l'environnement sont interdépendants et indivisibles». Les dangers de la guerre ne prennent

pas fin avec l'avènement de la paix, comme l'a documenté le PNUE dans un certain nombre de cas, notamment la guerre du Golfe de 1991. Cela a aussi été confirmé plus récemment par le rapport sur les conséquences environnementales du conflit du Kosovo établi par l'Equipe spéciale mixte pour les Balkans, constituée par le PNUE et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et présidée par M. Pekka Haavisto.

116. La fin de la guerre froide a vu une forte augmentation du nombre de conflits armés internes, en particulier en Afrique. Dans son rapport sur les causes de conflit et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique (A/52/871-S/1998/318), le Secrétaire général a désigné la concurrence pour des terres, des ressources en eau, des ressources minérales et d'autres ressources naturelles trop rares comme l'une des causes du nombre accru de conflits armés en Afrique. Cette situation est à l'origine du nombre sans cesse croissant de réfugiés dans le monde. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), il y a plus de 21,5 millions de réfugiés dans le monde. Un rapport sur l'impact environnemental des réfugiés en Guinée, établi en mars 2000 par le PNUE en collaboration avec le Centre Habitat et le HCR, donne quantité de preuves des effets dévastateurs des réfugiés sur l'environnement. A moins que les tendances actuelles ne soient inversées, il est probable que l'aggravation prévue de la pénurie de ressources naturelles, en particulier de ressources en eau, conduira à une nouvelle escalade des conflits.

117. Dans sa déclaration à la Conférence générale de l'UNESCO, à sa trente-sixième session, le 29 octobre 1999, le Président de la République islamique d'Iran a déclaré : «Comme la régression dans le processus de développement intellectuel est presque impossible, le résultat est une paix durable et générale, englobant la paix entre les cultures, les religions et les civilisations et aussi la paix entre l'homme et la nature. Je crois qu'aujourd'hui, cette paix entre l'homme et la nature est primordiale».

118. L'environnement fait partie intégrante du concept de paix et de sécurité internationale. Au cours des quelques dizaines d'années écoulées, il est devenu de plus en plus clair que le concept de paix et de sécurité est beaucoup plus large que sa dimension militaire. On a pris conscience que la sécurité des nations dépend au moins autant de la prospérité économique, de la justice sociale et de la stabilité écologique. Les problèmes d'environnement débordent les frontières politiques et géographiques et ignorent la division entre le Nord et le Sud. Les menaces sur l'environnement découlent entre autres d'un possible réchauffement de la planète et de tout ce qu'il risque d'entraîner : élévation du niveau des mers, sécheresse, désertification, événements climatiques extrêmes, catastrophes naturelles provoquées par l'homme, pénurie d'eau, pollution de l'eau, diminution de la diversité biologique, surexploitation des ressources naturelles, y compris des forêts, et émergence de nouvelles maladies. Tout cela fait aussi peser des menaces majeures sur la paix et la sécurité dans le monde entier.

119. Dans ce contexte, le rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale, à sa cinquante-deuxième session, sur les causes de conflit et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique (A/52/871-S/1998/318), a présenté la réalisation d'un développement durable comme une contribution majeure à la paix et à la sécurité en Afrique. Dans son rapport à la cinquante et unième session de l'Assemblée générale intitulé «Rénover l'Organisation des Nations Unies : un programme de réformes» (A/51/950), le Secrétaire général a noté : «Parmi les problèmes auxquels devra faire face la communauté mondiale dans le prochain siècle, aucun ne sera plus formidable ni général que la réalisation d'un équilibre viable entre croissance économique, réduction de la pauvreté, équité sociale et protection des ressources de la planète, du patrimoine et des systèmes entretenant la vie».

120. Dans son rapport à l'Assemblée du millénaire intitulé «Nous, les peuples : rôle des Nations Unies au XXI^e siècle» (A/54/2000), le Secrétaire général a fait le commentaire suivant : «Les fondateurs de l'Organisation des Nations Unies se proposaient, aux termes de la Charte, de promouvoir le progrès social et de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande, et surtout celle qui consiste à être à l'abri du besoin et de la peur. Ils ne pouvaient cependant pas prévoir, en 1945, l'urgente nécessité que nous

rencontrons aujourd'hui de réaliser encore une troisième liberté : celle, pour les générations futures, de rester en vie sur cette planète. Nous échouons à fournir cette liberté. Au contraire, nous avons pillé l'avenir de nos enfants ... pour payer des pratiques environnementalement insoutenables dans le présent». En adoptant la Déclaration des Nations Unies pour le millénaire, contenue dans la résolution 55/2 de l'Assemblée générale, du 8 septembre 2000, les chefs d'Etat et de gouvernement participant à l'Assemblée du millénaire à New York ont proclamé : «Nous ne devons épargner aucun effort pour mettre à l'abri toute l'humanité, et surtout nos enfants et nos petits enfants, de la menace d'une vie sur une planète irrémédiablement abîmée par les activités humaines, et dont les ressources ne seraient plus suffisantes pour satisfaire leurs besoins».

121. Le rapport intitulé «Ressources mondiales 2000-2001», établi en collaboration avec le PNUE, dit ceci : «A tous égards, le développement humain et la sécurité humaine sont étroitement liés à la productivité des écosystèmes. Notre avenir repose directement sur le maintien de leur viabilité». On aurait aussi pu dire que le développement durable est synonyme de paix et de sécurité au XXI^e siècle. Dans le contexte de sa collaboration intensifiée avec l'UNESCO, dont témoigne le mémorandum d'accord entre les deux organisations, le PNUE a l'intention de travailler étroitement avec l'UNESCO sur la mise en oeuvre des dimensions environnementales du plan d'action de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde.

D. Culture, développement et civilisations

122. La civilisation humaine est une mosaïque de cultures différentes créant une immense diversité culturelle sur toute la planète. L'un des objectifs du dialogue entre les civilisations est de faire mieux connaître et apprécier le contexte historique et culturel des peuples vivant dans des conditions et dans des régions du monde différentes. La relation entre culture et développement économique est ancrée dans toutes les cultures du monde. Il est largement reconnu que le développement séparé de son contexte humain ou culturel – en d'autres termes, le développement économique sans visage humain – est une croissance sans âme. Si le développement économique a toujours fait partie de la culture des gens, le développement soutenable devrait être le germe d'une nouvelle culture universelle de l'humanité dans le troisième millénaire.

123. La Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles, adoptée le 6 août 1982 par la Conférence mondiale sur les politiques culturelles, a souligné que «dans son sens le plus large, la culture peut ... être définie comme étant tout l'ensemble des traits spirituels, matériels, intellectuels et émotionnels spécifiques qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe non seulement les arts et lettres, mais aussi les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances». En proclamant la période 1988-1997 Décennie mondiale du développement culturel, l'Organisation des Nations Unies a souligné l'importance d'une reconnaissance de la dimension culturelle du développement. En 1992, une Commission mondiale sur la culture et le développement indépendante a été constituée par le Secrétaire général pour établir un rapport directif sur les interactions entre culture et développement.

124. Ce rapport, intitulé «Notre diversité créatrice», soumis à l'Assemblée générale en novembre 1995, soulignait que le développement englobe non seulement l'accès aux biens et aux services, mais aussi la possibilité de choisir un moyen de vivre ensemble pleinement satisfaisant, utile et apprécié, encourageant ainsi l'épanouissement de l'existence humaine sous toutes ses formes et comme un tout. Il avançait que la culture pouvait aider à favoriser une croissance économique rapide ou au contraire entraver cette croissance. Dans son chapitre sur la culture et l'environnement, le rapport notait que le développement durable doit être vu comme une partie intégrante d'un processus continu de la culture dans lequel les besoins de la génération actuelle peuvent être satisfaits sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins. Reconnaissant que le développement durable est un concept aux multiples facettes, il notait que toute approche qui ne fait rien de plus que simplement prendre en compte

les échanges strictement biophysiques entre les sociétés et l'environnement – l'impact de l'environnement sur l'homme et l'inverse – est incomplète. Le rapport demandait une approche culturellement diversifiée qui tienne compte de la diversité des attitudes vis-à-vis de la culture, de l'environnement et du développement.

125. Le Plan d'action adopté le 2 avril 1998 par la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement à Stockholm (Suède) reconnaissait, parmi ses principes directeurs que le développement durable et l'épanouissement de la culture sont interdépendants. Il affirmait que la diversité culturelle en tant que l'une des principales composantes d'une politique de développement endogène et soutenable devrait être appliquée en coordination avec les politiques menées dans d'autres domaines sociaux, sur la base d'une approche intégrée, et que toute politique de développement doit être profondément sensible à la diversité culturelle.

126. Dans le contexte du dialogue entre les civilisations, il est important de promouvoir un échange d'expériences sur les moyens par lesquels les différentes cultures du monde ont intégré la dimension environnementale de la relation entre culture et développement. Plus important encore, cela doit être fait en vue de tirer des leçons des erreurs passées et de réévaluer le processus par lequel la dégradation de l'environnement a contribué à la disparition et à l'effondrement de civilisations passées. Dans ce contexte, Wole Soyinka, l'écrivain nigérian et prix Nobel de littérature en 1986, a été interrogé, lors de la table ronde tenue à New York le 5 septembre 2000 pour lancer l'Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations, sur ce qu'il entendait par «examiner le passé pour trouver des réponses concernant le progrès humain». Il a exprimé sa ferme conviction que l'exhumation du passé ne pouvait pas être évitée si l'on voulait comprendre le présent.

127. Il est bien connu que les civilisations passées ont disparu à la suite d'un conflit militaire, d'une invasion ou d'une domination étrangère. Un réexamen de l'histoire et de la préhistoire humaines d'un point de vue écologique révèle certains processus de dégradation de l'environnement provoquée par l'homme. Ainsi, les chasseurs-cueilleurs du paléolithique ont peut-être causé l'extinction locale d'espèces majeures et contribué à l'extinction totale de certaines espèces. Assurément, les civilisations néolithiques, antiques et médiévales peuvent avoir causé une érosion, une déforestation, une salinisation des terres arables et une désertification semblables, mais à une plus petite échelle, à celles créées par les pratiques agricoles modernes. Les récents progrès des techniques de reconstruction historique ont donné d'amples preuves de la façon dont les civilisations antiques se sont effondrées du fait de pratiques économiques et environnementales non viables. Le rapport «Ressources mondiales 2000-2001» fournit un certain nombre d'exemples historiques de la bonne et de la mauvaise utilisation des écosystèmes. Il explique comment les provinces d'Afrique du Nord de l'empire romain (50 av. J.C. – 450 ap. J.C.), jadis des greniers à blé hautement productifs, ont vu leur production décliner progressivement à mesure que les quantités de céréales exigées par les Romains poussaient la culture sur des terres marginales sujettes à l'érosion. Dans son livre intitulé «God's Last Offer: Negotiating for a Sustainable Future», Ed Ayres donne les exemples documentés suivants :

a) Les civilisations de l'ancienne Sumer ont prospéré pendant plus de deux millénaires, au cours desquels huit des premières villes du monde se sont élevées dans la région qui s'appelle aujourd'hui l'Iraq. Vers le troisième millénaire avant notre ère, la population de la ville d'Uruk, comptant quelque 50 000 habitants, a mis au point un système d'irrigation intensive puisant dans le Tigre et l'Euphrate. Mais le climat brûlant a entraîné une évaporation intense, provoquant une salinisation générale du sol. Vers 1700 av. J.C., les Sumériens ne pouvaient plus se nourrir et ont été victimes d'une invasion. La civilisation s'est effondrée et huit villes sont retournées en poussière. Des facteurs similaires expliquent peut-être la disparition vers 1750 av. J.C. des civilisations d'Harappa, apparues vers 2300 av. J.C. sur les bords de l'Indus dans la région qui est maintenant le Pakistan;

b) La société de la vallée de Tehuacan est apparue il y a 7 000 ans dans le centre-sud de ce qui est le Mexique moderne. Elle a été l'une des premières sociétés néolithiques à passer de la chasse à l'agriculture. Vers 2000 av. J.C., ses cultures étaient à 50 % tributaires de l'irrigation, et vers 1000 av. J.C., elles l'étaient à environ 80 %. Ce qui est arrivé exactement à la société agricole sophistiquée des Tehuacanos n'est pas connu avec certitude. Mais ce que l'on sait, c'est que quelques siècles plus tard, les rendements de leurs cultures ont diminué considérablement et leur civilisation s'est éteinte;

c) La déforestation est peut-être la principale raison de la disparition de la civilisation Maya après trois millénaires de prospérité dans des parties de ce qui est aujourd'hui le sud du Mexique et l'Amérique centrale;

d) Il est également très probable que lorsque la population des îles de Pâques a dépassé la capacité naturelle de celles-ci, leur civilisation s'est écroulée, après mille ans de prospérité.

128. Un réexamen de l'histoire humaine révèle aussi l'existence d'une éthique de l'environnement culturellement intégrée qui a servi à minimiser l'impact des activités humaines sur l'environnement. L'origine même de la conservation de l'environnement et de l'utilisation soutenable des ressources biologiques se trouve dans les anciennes cultures existant dans le monde entier et en particulier dans celles des peuples autochtones, et des communautés locales et traditionnelles. Tirer des enseignements de ces cultures dont les valeurs sont enracinées dans la nature peut aider à faire du développement durable une réalité. Si nous voulons que cette vision devienne une réalité, nous devons porter une plus grande attention à l'interaction entre la culture et l'environnement. La célébration de l'Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations nous fournit à nous tous une occasion exceptionnelle d'en apprendre davantage sur les pratiques environnementales soutenables des peuples autochtones et, plus important encore, d'intensifier les efforts internationaux visant à préserver et maintenir cette irremplaçable richesse de l'humanité.

E. Diversité culturelle, biodiversité et peuples autochtones

129. Il y a 350 millions d'autochtones dans le monde, vivant dans plus de 70 pays. Selon le Fonds mondial pour la nature (WWF), près de 20 % de la surface de la planète et 85 % de ses zones protégées sont habitées par des peuples autochtones. La moitié vivent dans des forêts tropicales humides, dont on sait qu'elles abritent 80 % de la diversité biologique de notre planète. Sur les quelque 6 000 cultures du monde, 4 500 sont des cultures autochtones. D'après l'UNESCO, environ 6 000 langues sont parlées dans le monde aujourd'hui, mais quelque 2 500 de ces langues sont en danger immédiat d'extinction et un plus grand nombre encore sont en train de perdre le contexte environnemental qui les conserve comme langues fonctionnelles. L'impact de la disparition de chaque langue a été comparé à celui d'une bombe lancée sur un musée. Selon une étude du WWF, sur les neuf pays qui représentent 60 % de toutes les langues humaines, six sont aussi des centres de grande diversité biologique. Sur les 12 mégacentres de diversité biologique, 10 peuvent être trouvés parmi les 25 pays contenant le plus grand nombre de langues endémiques. De fait, la diversité culturelle et la diversité biologique sont intimement et inextricablement liées. Il y a donc une étroite corrélation entre la diversité biologique, la diversité culturelle et les peuples autochtones.

130. Au cours de leur histoire, les peuples autochtones ont développé des styles de vie et des cultures qui sont étroitement liés à la nature. Leurs systèmes de valeurs et de croyances ont évolué pour leur permettre de respecter la nature et de vivre en harmonie avec elle, en conservant la diversité de la vie dont ils dépendent. Les environnements à grande diversité d'espèces dans lesquelles les peuples autochtones vivent sont profondément incrustés dans leurs activités productives et leurs valeurs spirituelles. Les peuples autochtones ont utilisé et conservé une très grande diversité de gènes, d'espèces et d'écosystèmes depuis l'apparition de l'Homo sapiens. Les caractéristiques suivantes de la gestion des ressources naturelles par les peuples autochtones ont été identifiées : attachement ancestral aux terres et aux

ressources; gestion de vastes territoires ou régions; droits collectifs sur les ressources; systèmes traditionnels de contrôle, d'utilisation et de gestion des ressources foncières; institutions et structures d'autorité traditionnelles pour l'autonomie des collectivités et la prise de décisions; systèmes de partage des avantages; connaissances écologiques traditionnelles; et économies de subsistance qui sont largement autosuffisantes et reposent sur la diversité des ressources plutôt que sur la monoculture ou des écosystèmes simplifiés.

131. Le mode de vie de la plupart des peuples autochtones est directement tributaire de la diversité biologique. Les croyances culturelles et religieuses et les valeurs spirituelles traditionnelles sont souvent utilisées pour empêcher la surexploitation des ressources et entretenir les systèmes dans lesquels vivent les sociétés autochtones dans leur propre intérêt et dans celui des générations à venir. Le concept d'utilisation soutenable de la diversité biologique, l'un des trois objectifs de la Convention sur la diversité biologique, est inhérent aux systèmes de valeurs des sociétés autochtones et traditionnelles. Du point de vue de nombreux peuples autochtones, la nature est un tout, et l'être humain est au centre de cette approche globale.

132. Selon l'écrivain Graham Baines, cette approche globale est bien représentée par le mot fidjien «vanua», un concept général parmi les communautés insulaires du Pacifique. Pour les Fidjiens, la terre, tout ce qui pousse sur elle et les gens qui tirent leur substance de cette terre sont un tout indivisible. Beaucoup de peuples autochtones utilisent le symbole du cercle. C'est le symbole d'une communauté bienveillante sans exclusive dans laquelle les individus sont respectés et l'interdépendance reconnue dans une vision holistique de la création. Les êtres humains étaient considérés comme faisant partie de la nature, et une bonne vie humaine était donc comprise comme une vie en harmonie avec elle.

133. Dans les systèmes de croyances des peuples autochtones, la Terre est la "mère spirituelle" donnant vie, nourriture et subsistance, et formant leur identité culturelle et spirituelle. La terre a été héritée d'une longue lignée d'ancêtres. C'est un bien sacré conservé en commun pour le bien des générations futures. Par exemple, la tribu des Iroquois, en Amérique du Nord, a l'habitude de prévoir pour la septième génération quand elle prend ses décisions. Selon Jeff McNeely, de l'Union mondiale pour la nature (UICN), ce cadre temporel coïncide avec la durée de vie de l'arbre dominant dans leur région.

134. Dans cette perspective, toute création est sacrée, et le sacré et le profane sont inséparables. La nature est représentée comme inspirée ou divine et elle est respectée et vénérée. La Déclaration du rassemblement "Terre sacrée" adoptée en juin 1992 à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement dit : "Nous croyons que l'univers est sacré parce que tout est un. Nous croyons à la sainteté et à l'intégrité de toute vie et de toutes les formes de vie. Nous affirmons que les principes de paix et de non-violence doivent diriger le comportement de l'homme vis-à-vis de son semblable et de toute vie."

135. Le concept des zones protégées fait partie intégrante de la plupart des systèmes des peuples autochtones. Les paysages culturels des peuples autochtones ont été établis des milliers d'années avant que le concept de développement soutenable ne soit lancé par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (Commission Brundtland). Des milliers d'années avant la création du parc national de Yellowstone aux États-Unis, en 1872, les sociétés traditionnelles avaient établi une forme de zones protégées, parfois à des fins religieuses et parfois pour des raisons sociales. Une combinaison des deux approches peut aussi être trouvée dans certaines sociétés traditionnelles. Par exemple, les peuples forestiers du Bénin et de la Côte d'Ivoire considèrent leurs forêts comme sacrées, et la gestion de ces forêts est basée sur un système d'interdits religieux. Selon McNeely, dans les États du nord-est de l'Inde comme le Manipur, 10 à 30 % de la terre a été maintenue en permanence sous une végétation naturelle sous la forme de bois sacrés.

136. D'anciennes communautés ont même élaboré des réglementations détaillées sur les ressources naturelles, dont l'application était assurée par un système efficace de sanctions sociales, morales, et parfois même économiques. Par exemple, beaucoup de communautés traditionnelles, comme les Tara'n Dayaks du Kalimantan occidental ou les peuples de la région amazonienne du Pérou, ont établi des réserves communautaires et formulé des règles sur la façon dont les espèces de ces réserves peuvent être exploitées. L'objectif de ces pratiques était de préserver les ressources pour la communauté existante et pour les générations futures. La Papouasie-Nouvelle-Guinée a 847 langues connues, et sa faune et sa flore sauvages ont été préservées par des droits d'accès limités qui restreignaient les prélèvements opérés par la chasse, et par la protection complète de certaines espèces (voir "Traditional Conservation in Papua New Guinea", publié par Louise Morauta, John Pernetta et William Heaney). Dans des régions arides comme Djibouti, les Afars ont élaboré un code coutumier approprié pour une bonne gestion des ressources, adapté à leur origine nomade. Aux termes de ce code, l'abattage des arbres est considéré comme un crime est sévèrement puni.

137. Les connaissances locales sont l'un des piliers de la médecine et des systèmes de santé traditionnels. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que 80 % de la population du monde non industriel a recours à des formes de médecine traditionnelle. Selon le rapport «Ressources mondiales 2000-2001», 42 % des médicaments les plus vendus dans le monde en 1997 étaient tirés de sources naturelles. La valeur marchande mondiale des produits pharmaceutiques tirés des ressources génétiques est estimée à 75-150 milliards de dollars. Peu, toutefois, a été fait pour protéger et maintenir la connaissance traditionnelle de ces médecines. En décembre 1999, le PNUE, en coopération avec l'OMS et le Center for Global Health and Global Environment de la Harvard Medical School, a lancé le projet : «Biodiversité : son importance pour la santé humaine», dans lequel des scientifiques de premier plan et des professionnels de la santé du monde entier doivent faire le point des connaissances sur l'importance d'autres espèces pour la santé humaine et produire un rapport pour l'Organisation des Nations Unies. Parmi les questions à examiner figure le rôle des connaissances ethnobotaniques dans les médecines naturelles. Les résultats de cette étude seront présentés à la session extraordinaire de l'Assemblée générale qui doit se tenir en 2002, 10 ans après le Sommet de la Terre de Rio.

138. Participant à cette initiative est un projet mis sur pied par ENDA-CARIBE (Environment and Development in the Caribbean) et le Groupe des spécialistes des plantes médicinales de l'UICN avec l'assistance du PNUE sur la conservation de la diversité biologique et l'intégration des connaissances traditionnelles concernant les plantes médicinales dans les politiques nationales en matière de soins de santé primaires dans les Caraïbes et en Amérique centrale. Le projet a été monté directement en réponse à la recommandation d'une réunion sur les plantes médicinales scientifiquement validées et leur utilisation dans les soins de santé primaires en Amérique centrale et dans les Caraïbes, tenue à Panama en janvier 1999. A cette réunion, les ministères de la santé et les universités nationales ont reconnu que l'utilisation des plantes médicinales était une ressource primordiale des soins de santé pour les peuples de la région et qu'elles faisaient partie du patrimoine culturel de celle-ci. Un processus parallèle a lieu dans d'autres parties du monde. En Afrique, par exemple, une conférence régionale s'est tenue à Nairobi en mai 2000 en collaboration avec le PNUE sur le thème «Plantes médicinales, médecines traditionnelles et communautés locales en Afrique : défis et opportunités».

139. Les agriculteurs, dans de nombreux pays du monde et en particulier en Afrique, utilisent des pratiques autochtones de conservation des terres et des eaux comme partie intégrante de leurs systèmes d'exploitation agricole. L'importance de la collecte, de l'analyse et de l'échange d'informations sur les connaissances autochtones se reflète non seulement dans les dispositions de la Convention sur la lutte contre la désertification, et en particulier son article 16 g) sur la coopération scientifique et technique, mais aussi dans le programme de travail du Comité de la science et de la technologie créé en application de la Convention. Incité à le faire par cette reconnaissance de la valeur des pratiques autochtones, le PNUE favorise les connaissances autochtones à travers son programme sur les expériences réussies dans les terres arides et les activités du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), comme le projet sur

l'homme, la gestion des terres et la modification de l'environnement exécuté en collaboration avec l'Université des Nations Unies.

140. Les «principes et directives pour la protection du patrimoine des peuples autochtones», examinés par la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme à sa cinquante-deuxième session, tenue à Genève du 28 février au 1er mars 2000, stipule : «La protection effective du patrimoine des peuples autochtones du monde bénéficie à toute l'humanité. Sa diversité est indispensable à l'adaptabilité, à la viabilité et à la créativité de l'espèce humaine dans son ensemble. Reconnaître, respecter et apprécier leurs coutumes, règles et pratiques pour la transmission de leur patrimoine aux générations futures est essentiel pour les peuples autochtones, leur identité et leur dignité».

141. Pour donner suite à l'Année internationale des populations autochtones, la Décennie internationale des populations autochtones a été officiellement lancée par l'Assemblée générale le 10 décembre 1994. La Journée internationale des populations autochtones est observée chaque année le 9 août, anniversaire de l'ouverture de la première session du Groupe de travail sur les populations autochtones, tenue en 1982. L'objectif de la Décennie est de renforcer la coopération pour la solution des problèmes rencontrés par les autochtones dans des domaines comme les droits de l'homme, l'environnement, le développement, l'éducation et la santé. A cet égard, le programme de la Décennie reconnaît la valeur et la diversité des cultures des peuples autochtones ainsi que leurs formes spécifiques d'organisation sociale et met l'accent sur leurs contributions potentielles à l'humanité.

142. Le chapitre 26 de l'Agenda 21 appelle au renforcement du rôle des peuples autochtones et de leurs communautés. Un certain nombre d'organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, telles que la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, l'UNESCO, l'Organisation internationale du Travail (OIT), la Commission du développement durable et ses forums sur les forêts, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale, le WWF, l'UICN et d'autres encore, ont intégré la promotion des droits des peuples autochtones dans leurs activités respectives. Parmi les principaux instruments internationaux, la Convention sur la diversité biologique a été l'une des premières à prêter l'attention qui convient au rôle des communautés autochtones et locales dans la conservation *in situ*. Dans son préambule, la Convention reconnaît «la dépendance étroite et traditionnelle de nombreuses communautés autochtones et locales incarnant des modes de vie traditionnels vis-à-vis des ressources biologiques, et l'opportunité de partager équitablement les avantages découlant de l'utilisation des connaissances traditionnelles, des innovations et des pratiques ayant trait à la conservation de la diversité biologique et à l'utilisation soutenable de ses éléments».

143. Dans son article 8 j), la Convention stipule que chaque partie contractante devrait, «sous réserve de sa législation nationale, respecter, préserver et maintenir les connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales incarnant des modes de vie traditionnels ayant un intérêt pour la conservation et l'utilisation soutenable de la diversité biologique et promouvoir une plus large application de ces connaissances, innovations et pratiques avec l'approbation et la participation de ceux qui les détiennent et encourager le partage équitable des avantages découlant de leur utilisation». La Convention proclame aussi l'importance de la pratique coutumière dans la conservation de la biodiversité et appelle à sa protection et au partage équitable des avantages résultant de l'utilisation et de l'application des technologies traditionnelles (articles 10 c) et 18, paragraphe 4). L'article 11 demande des mesures d'incitation socialement et économiquement valables, et aux termes de l'article 14, les Parties sont tenues de prévenir les impacts environnementaux négatifs sur la biodiversité. En conséquence, à sa cinquième réunion tenue à Nairobi du 15 au 26 mai 2000, la Conférence des Parties a adopté un programme de travail détaillé sur la mise en œuvre de l'article 8 j), basé sur la recommandation du Groupe de travail intersessions ad hoc, à participation non limitée, sur l'article 8 j) et les dispositions connexes de la Convention.

144. Malgré ces engagements, la situation des connaissances autochtones dans le monde moderne reste très précaire. Ironie du sort, tandis que l'intérêt scientifique et commercial pour les connaissances écologiques et les pratiques de gestion des ressources des peuples autochtones est en train de croître, les connaissances traditionnelles de ces peuples sont sérieusement menacées. Une partie de leur héritage ancestral est en train de disparaître à un rythme sans précédent sous l'effet d'un certain nombre de facteurs, dont la mondialisation et les avancées technologiques modernes. Approximativement 10 % des langues autochtones qui survivent sont proches de l'extinction. C'est en ayant conscience de cela que la Déclaration de Malmö adoptée par le premier Forum ministériel mondial sur l'environnement déclarait : «Nous devons porter une attention particulière aux menaces que la mondialisation peut faire peser sur la diversité culturelle et les connaissances traditionnelles, en particulier celles des communautés autochtones et locales». L'Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations offre à la communauté internationale l'occasion de redoubler d'efforts pour protéger le patrimoine culturel des peuples autochtones. Pour participer à ces efforts, le PNUE a publié récemment une étude intitulée «Valeurs culturelles et spirituelles de la biodiversité», contribution à l'Evaluation mondiale de la biodiversité financée par le Fonds pour l'environnement mondial.

F. Religions et environnement

145. La religion est quelquefois définie comme la relation entre les gens et ce qu'ils considèrent comme sacré, souvent en termes surnaturels. Neuf des principales confessions du monde représentent des milliards de gens sur toute la planète. Ce sont 750 millions d'hindous, 10 millions de jais, 700 millions de bouddhistes, 12,5 millions de juifs, près de 2 milliards de chrétiens, 1,4 milliard de musulmans, 16 millions de sikhs et 5 millions de bahais. Toutes les confessions du monde partagent une éthique commune basée sur l'harmonie avec la nature, même si un large fossé apparaît souvent entre les textes religieux et les pratiques courantes des adeptes de ces religions.

146. Il y a une étroite relation entre la religion et l'environnement. La religion a eu des influences positives majeures sur l'environnement naturel. Par exemple, dans l'animisme, vision du monde que l'on trouve chez beaucoup de peuples traditionnels, un lien spirituel est établi entre les hommes et la nature. De nombreuses approches traditionnelles de la conservation sont basées sur divers types d'animisme, et les croyances traditionnelles ont conduit à la fondation de sites sacrés. La foi bahai enseigne que la grandeur et la diversité du monde naturel sont des reflets intentionnels de Dieu. Le bouddhisme enseigne que le respect de la vie dans le monde naturel est essentiel, étant le fondement de l'interdépendance de tout ce qui existe.

147. Le christianisme enseigne que toute création est un acte d'amour de Dieu et que l'humanité ne peut pas détruire la diversité biologique ou détruire les créations de Dieu sans le risque de se détruire elle-même. Dans la Bible chrétienne, l'Ecclésiaste dit au chapitre 3, verset 19 : «Car ce qui arrive aux fils des hommes est aussi ce qui arrive aux bêtes; il y a pour tous un même sort : comme celle-ci meurt, ainsi meurt celui-là; et ils ont tous un même souffle, et l'homme n'a point d'avantage sur la bête, car tout est vanité.» Il y a d'autres passages comparables dans la Bible sur la conservation de la faune sauvage (Deutéronome, chapitre 2, versets 6 et 7; et Genèse, chapitre 9), et les terres agricoles (Lévitique, chapitre 25, versets 2 à 4) et la préservation des arbres fruitiers (Deutéronome, chapitre 20, verset 19; et Genèse, chapitre 19, versets 23 à 25). Même Noël était à l'origine un temps de célébration païenne du solstice d'hiver, et les arbres de Noël venaient des bois sacrés dédiés à une déesse païenne.

148. L'islam enseigne que le rôle des hommes sur la terre est celui de «khalifa», ou administrateur de Dieu, en ce sens que celui-ci leur a confié la mission de bien garder la Terre et la diversité de sa vie. Le Coran dit : «Nulle bête marchant sur terre, nul oiseau volant de ses ailes, qui ne soit comme vous en communauté» (sourate 6, verset 38). Citation du prophète Mahomet : «Il y a une récompense pour celui qui fait du bien à toute chose vivante». Le premier Forum mondial sur l'environnement dans une perspective islamique, tenu du 23 au 25 octobre 2000 à Djeddah (Arabie saoudite), avec la participation

du PNUE, a adopté la Déclaration de Djeddah sur l'environnement dans une perspective islamique. Cette déclaration note que le développement durable dans une perspective islamique est le développement et la réhabilitation de la Terre d'une manière qui ne perturbe pas l'équilibre établi par Dieu pour chaque chose dans cet univers. Elle note encore que la protection de l'environnement fait partie intégrante du développement durable et ne peut être considérée séparément. Les Etats devraient s'efforcer davantage de parvenir au développement économique tout en conservant l'environnement, d'une manière qui ne porte pas préjudice à la sécurité et la dignité de la vie des générations futures. La promotion de modes de consommation caractérisés par une surexploitation et un gaspillage des ressources est notée comme étant coûteuse et nuisible à la santé et à l'environnement; de la même façon, l'islam encourage fortement une conservation attentive de l'eau. En outre, le concept de zones protégées, «haram», est inhérent à l'islam.

149. Le jaï nisme, l'une des religions vivantes les plus anciennes, enseigne l'«ahimsa» (non-violence) envers les êtres humains et tout ce qui fait partie de la nature. Il croit à la dépendance mutuelle de tous les aspects de la nature, allant ensemble et liés dans une relation complexe.

150. Dans le judaïsme, la Torah énonce une série d'obligations morales, dont plusieurs ayant trait à la conservation de la nature. La Torah dit : «Quand Dieu a créé Adam, il lui a montré tous les arbres du jardin d'Eden et lui a dit : 'Vois mes œuvres, comme elles sont belles, comme elles sont délicates. Tout ce que j'ai créé, je l'ai créé pour toi. Prends soin de ne pas corrompre et détruire mon univers, car si tu le détruis, nul ne viendra après toi pour le rétablir'» (Ecclésiaste, Rabbah 7).

151. Tout l'enseignement bouddhiste tourne autour de la notion de «dharma», qui signifie vérité et la voie de la vérité. Il enseigne que les hommes sont responsables de leurs actions et traversent un cycle de renaissances avant d'atteindre finalement le nirvana. Les bonnes actions font progresser vers le nirvana, et les mauvaises actions, comme tuer les animaux, entraînent un recul par rapport à cet objectif. Le bouddhisme prend soin de la faune et de la flore et enseigne que la protection de la diversité biologique est respect de la nature et que vivre en harmonie avec elle est essentiel.

152. Les adeptes de l'hindouisme croient aux forces de la nature et à leur interdépendance avec la vie elle-même. Certaines rivières et montagnes sont sacrées, car elles donnent et entretiennent la vie. Toutes les plantes et tous les animaux ont une âme, et les hommes doivent faire pénitence s'ils tuent des plantes et des animaux pour se nourrir. Les enseignements de l'hindouisme, exprimés dans la Bhagavad Gita, représentent une claire description de l'écologie et de l'interdépendance de toutes les formes de vie, des bactéries aux oiseaux.

153. Le sikhisme enseigne que toutes les formes présentes dans l'univers existent sur l'ordre de Dieu et que, ayant fait naître une forme de vie, Dieu la protégera. Les enseignements du sikhisme sont basés sur le postulat d'une vie libérée d'une consommation ostentatoire.

154. Le shintoïsme, le système de croyances et pratiques religieuses autochtones du Japon, est fortement enraciné dans les pratiques agricoles rurales, avec des cérémonies et des pratiques qui guident la relation entre l'homme et la nature. Ainsi, les sociétés à la biodiversité déclinante sont considérées comme étant elles-mêmes en déclin.

155. Il ressort du bref exposé qui précède que toutes les confessions, dans le monde entier, partagent une éthique commune basée sur l'harmonie avec la nature. C'est dans ce contexte qu'au Pakistan, par exemple, des spécimens d'essences originales peuvent encore être trouvés dans de vieux cimetières musulmans en raison du tabou qui s'oppose à l'abattage de ces arbres. L'Eglise maronite du Liban a protégé la forêt d'Harisa, qui fait partie des zones forestières en danger du Programme méditerranéen du WWF, pendant plus de mille ans. Les moines bouddhistes de Thaïlande ont construit de petits monastères dans des forêts en danger et ont ainsi rendu celles-ci sacrées, aidant à empêcher l'exploitation forestière. Parmi des exemples d'initiatives similaires, on peut citer le lancement par la communauté sikh de l'Inde

d'une initiative visant à réduire la quantité de combustibles fossiles utilisés dans les cuisines de leurs temples à Delhi. L'Eglise d'Allemagne a installé des capteurs solaires sur 300 églises et elle favorise activement cette initiative dans chaque communauté locale, le résultat étant que pas moins de 30 institutions sont passées à l'énergie solaire pour leur alimentation en électricité, sous l'inspiration de l'église locale. La fête de Kwanzaa, qui a son origine dans des fêtes des récoltes africaines, n'est pas seulement un important élément de l'identité culturelle de la communauté afro-américaine, mais est aussi un rappel de la nécessité de préserver le patrimoine écologique de notre planète.

156. En septembre 1986, le WWF a rassemblé des représentants de cinq grandes religions mondiales (bouddhisme, christianisme, hindouisme, islam et judaïsme), les invitant à déclarer comment leur foi les a conduit chacun à prendre soin de la nature. Le résultat de ce rassemblement a été les Déclarations d'Assise. Après la réunion, trois autres confessions, le bahaïsme, le jaïnisme et le sikhisme, ont adopté des déclarations pour accompagner celles des autres religions. La campagne Planète vivante, lancée par le WWF et l'Alliance des religions et de la conservation (ARC), vise à obtenir l'engagement des religions du monde d'entreprendre des actions spécifiques qui s'appelleront «dons sacrés pour une planète vivante». Ces «dons sacrés» doivent être axés sur la conservation de l'environnement dans les domaines suivants : sensibilisation, éducation, santé, terre et autres actifs, mode de vie et médias. Des exemples de «dons sacrés» faits par les principales religions du monde à ce jour sont : le prix annuel international Jain Business Award, qui récompense des entreprises qui apportent des améliorations significatives pour réduire les impacts sur l'environnement; le rôle de soutien de l'Eglise luthérienne dans la mise sur pied du processus national du Forest Stewardship Council en Suède; l'introduction par le Conseil des églises kényennes d'une éducation en matière d'environnement à tous les niveaux de ses classes d'enseignement chrétien; en Chine, l'examen taoïste des principes nécessaires pour introduire l'utilisation soutenable des ressources dans la médecine chinoise traditionnelle, qui utilise quantité de plantes et d'animaux divers; et l'introduction de programmes environnementaux diffusés dans les langues locales par six stations de radio bahaïes en Amérique latine.

157. Tenue à l'occasion de la conférence annuelle du WWF réunie à Katmandou (Népal) du 14 au 17 novembre 2000, la conférence de conservation sur les «Dons sacrés pour une planète vivante» a rassemblé des représentants des 12 principales confessions du monde, et des dons supplémentaires ont été annoncés dans divers domaines : changement climatique, dioxine, cours d'eau, conservation des forêts, zones protégées, sensibilisation à l'environnement et protection des espèces en danger. Au cours de la sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le 22 novembre 2000, le Ministre de l'environnement de la Mongolie a annoncé une initiative majeure de la communauté religieuse de son pays visant à sensibiliser le public au changement climatique. A la même réunion, un représentant du Conseil œuménique des églises a déclaré que la destruction de l'atmosphère de la planète était un péché contre Dieu. Dans le même esprit, le Partenariat religieux national pour l'environnement a favorisé un dialogue entre les religions et créé une alliance de plusieurs confessions chrétiennes et juives aux Etats-Unis autour de la question de l'environnement.

158. Dans le cadre du projet de l'UNESCO sur la convergence spirituelle et le dialogue interculturel, les chaires UNESCO sur la connaissance réciproque des religions et des traditions spirituelles visent à produire une brochure identifiant les meilleures pratiques pour guider l'élaboration de futurs outils pédagogiques. Dans ce contexte, le projet «Itinéraires d'Al-Andalus», soutenu par l'UNESCO, cherche à mettre en lumière les processus, mécanismes et héritages du dialogue qui s'est développé dans l'Espagne médiévale et à étudier les conséquences des interactions qui s'y sont manifestées. Les cultures et religions chrétiennes, islamiques et juives ont coexisté pendant près de huit siècles en Al-Andalus, l'Andalousie d'aujourd'hui, fournissant un milieu remarquable pour le dialogue et le contact. En est l'illustration le «Patio de los Leones», situé dans le fameux palais de l'Alhambra à Grenade, jadis le cœur politique et culturel d'Al-Andalus. Dans ce patio, les influences des trois religions se sont rencontrées pour produire ce qui est considéré comme un chef-d'œuvre inégalé.

159. Les possibilités offertes par l'Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations peuvent être exploitées pour rassembler cet élément commun à toutes les confessions et, de cette façon, promouvoir l'harmonie et des synergies entre les religions. La promotion du dialogue entre les religions est au centre de cet effort. Dans ce contexte, la récente publication du PNUE «Terre et foi : un livre de réflexion et d'action» est le résultat de sa collaboration avec le Partenariat interconfessionnel pour l'environnement. Le séminaire international sur l'environnement, la religion et la culture qui doit se tenir à Téhéran en avril 2001, en collaboration avec le PNUE, pourrait fournir une occasion unique en son genre de renforcer ce dialogue interconfessionnel dans une perspective environnementale.

G. Environnement et éthique

160. L'éthique de l'environnement peut être définie comme un ensemble de normes décrivant comment les humains devraient se comporter vis-à-vis de la nature et de ses ressources. Ces normes sont souvent basées sur une attitude morale tournant autour de ce qui est perçu comme bien ou mal. La crise environnementale que rencontre l'humanité est profondément enracinée dans un écheveau complexe de facteurs économiques, sociaux et culturels, ainsi que de systèmes de croyances, d'attitudes sociales et de perceptions. Les modes insoutenables de croissance économique favorisés par la société moderne sont étroitement liés à des systèmes de croyances et des attitudes sociales. Les causes profondes de la pauvreté à grande échelle et de la dégradation de l'environnement, telles que des modes de vie et des régimes alimentaires insoutenables à terme, et l'épuisement des ressources naturelles, notamment de la diversité biologique marine et terrestre, sont liées à des manifestations de croyances conventionnelles et à des modes de production et de consommation non viables. Le rapport du PNUE sur l'Avenir de l'environnement mondial (GEO-2000) démontre clairement que si les tendances actuelles de l'accroissement de la population, de la croissance économique et des modes de consommation continuent, l'environnement naturel sera soumis à des tensions croissantes. Le rapport identifie les modes de production et de consommation insoutenables à terme comme une cause majeure de la dégradation de l'environnement.

161. La Déclaration de Séoul sur l'éthique de l'environnement a été adoptée le 5 juin 1997 par un séminaire international sur l'éthique de l'environnement pour le XXI^e siècle organisé en collaboration avec le PNUE à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration de Stockholm sur l'environnement. Elle dit : «Nous devons arriver à comprendre que l'actuelle crise de l'environnement mondial est le résultat de systèmes de valeurs mus par l'avidité humaine et un matérialisme excessif, et la croyance illusoire que la science et la technologie résoudront tous nos problèmes. Si nous ne réexaminons pas nos valeurs et nos croyances, ces conditions pousseront plus loin la dégradation de l'environnement, et conduiront en fin de compte à l'effondrement des systèmes naturels qui entretiennent la vie.»

162. La Charte de la Terre lancée le 29 juin 2000 inclut le respect de la Terre et de la vie dans toute sa diversité comme l'un de ses principes fondamentaux.

163. Comme il ressort de la publication du PNUE «Ethique et Agenda 21 : implication morale d'un consensus mondial», les systèmes de valeurs sociales animent l'action humaine et ont une place fondamentale dans tout ce que nous faisons. Les valeurs que nous avons régissent la façon dont nous nous comportons et ce que nous attendons de notre société. Les progrès économiques sans précédent réalisés par l'humanité dans l'histoire récente ont été accompagnés par l'émergence d'une culture humaine industrielle mondiale tournant autour de la croyance que la croissance économique et le produit intérieur brut qui lui est associé sont sans limites. Selon elle, les ressources naturelles sont infinies et la science et la technologie peuvent offrir une réponse à tous les problèmes humains, y compris ceux relatifs à l'environnement. Cette croyance a été consolidée par l'affaiblissement des relations ancestrales entre l'homme et la nature, provoqué par l'urbanisation généralisée et par les impacts négatifs de la mondialisation et le raccourcissement des distances géographiques.

164. Le rapport «Ressources mondiales 2000-2001» dit : «Il est facile de perdre de vue notre lien avec les écosystèmes. Pour des millions d'entre nous qui vivent dans des villes ou des banlieues et sont passés du travail de la terre au travail sur des claviers d'ordinateur, notre lien avec les écosystèmes est moins direct. Nous achetons notre nourriture et nos vêtements dans des magasins et dépendons de la technologie pour la fourniture d'eau et d'énergie. Nous tenons pour acquis qu'il y aura de la nourriture au marché, que des transports et un logement seront disponibles, et à un coût raisonnable». Le rapport poursuit : «Il faut en gros cinq hectares d'un écosystème productif pour soutenir la consommation moyenne de biens et de services d'un citoyen des Etats-Unis, contre moins de 0,5 hectare pour soutenir les niveaux de consommation du citoyen moyen des pays en développement. Les émissions annuelles de CO₂ par habitant sont de plus de 11 000 kg dans les pays industrialisés, contre moins de 3 000 kg en Asie». Comme l'a écrit Samuel Huntington dans son livre bien connu «Clash of Civilizations» : «L'Ouest a gagné la guerre non pas par la supériorité de ses valeurs ou de sa religion mais plutôt par sa supériorité dans l'application d'une violence organisée». On peut avancer que la dégradation de l'environnement et l'épuisement des ressources naturelles peuvent être considérés comme une forme de violence contre la nature.

165. Suscité par la situation exposée ci-dessus, le rapport intitulé «l'Avenir de l'environnement mondial» (GEO 2000) appelle à «s'éloigner des valeurs de la consommation matérielle». Il souligne aussi que les processus de mondialisation qui ... influencent fortement l'évolution sociale doivent viser à remédier aux graves déséquilibres qui divisent le monde aujourd'hui plutôt qu'à les aggraver. En réponse à cet appel, la Déclaration de Malmö, qui a été transmise au Sommet du millénaire de l'Assemblée générale, dit : «Les causes profondes de la dégradation mondiale de l'environnement sont à chercher dans les problèmes sociaux et économiques comme la pauvreté omniprésente, des modes de production et de consommation insoutenables à terme, l'inéquité dans la distribution des richesses, et le fardeau de la dette». Il souligne plus loin : «le succès dans le combat contre la dégradation de l'environnement est conditionné par la pleine participation de tous les acteurs de la société, la sensibilisation et l'éducation de la population, le respect des valeurs morales et spirituelles et de la diversité culturelle, et la protection des connaissances autochtones».

166. En réponse à la Déclaration de Malmö, la Déclaration du millénaire adoptée le 8 septembre 2000 par le Sommet du millénaire de l'Assemblée générale incluait le respect de la nature parmi les six valeurs fondamentales indispensables aux relations internationales au XXI^e siècle. La Déclaration contient l'exhortation suivante : «Il faut montrer de la prudence dans la gestion de toutes les espèces vivantes et de toutes les ressources naturelles, conformément aux préceptes du développement durable. C'est seulement de cette façon que les immenses richesses que la nature nous a fournies seront préservées et transmises à nos descendants. Les insoutenables modes de production et de consommation d'aujourd'hui doivent être changés dans l'intérêt de notre bien-être futur et dans celui de nos descendants». La Déclaration appelle à une nouvelle éthique de conservation et de gestion avisée de l'environnement. Cet appel à l'action lancé par les chefs d'Etat du monde donne une signification nouvelle à la Charte mondiale pour la nature, qui proclame : «Toute forme de vie est unique en son genre, méritant le respect quelle que soit sa valeur pour l'homme, et pour reconnaître cela à d'autres organismes, l'homme doit être guidé par un code moral d'actions».

167. Il faut d'urgence une nouvelle éthique de l'environnement basée sur des valeurs environnementales universellement partagées. La célébration de l'Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations fournit un contexte opportun pour une telle entreprise. Conformément à son mandat, tel qu'il a encore été développé par les Déclarations de Nairobi et de Malmö, le PNUE est prêt à prendre la tête des efforts de la communauté internationale pour faire naître une nouvelle éthique de l'environnement pour le XXI^e siècle.

H. Conclusion

168. Comme Mary Robinson, la Haut-Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme, l'a déclaré au lancement du rapport de la Commission mondiale sur les barrages, «de plus grands efforts peuvent et doivent être faits pour concilier la nécessité du développement économique et celle de protéger la dignité des individus, l'héritage culturel des communautés et la santé de l'environnement que nous partageons tous». La préservation d'une planète saine et verte pour le bien-être de l'espèce humaine devrait être l'une des principales préoccupations d'une culture moderne et devrait cadrer la façon dont nous pensons, dont nous vivons, dont nous nous comportons et dont nous traitons la nature et ses ressources.

169. L'émergence d'une nouvelle éthique de l'environnement pour le XXI^e siècle devrait être basée sur un code de conduite et un code d'obligation morale pour tous les êtres humains vis-à-vis de l'environnement, codes qui aideront les gens à redécouvrir et à restaurer les anciens liens avec la nature qui sont en sommeil dans la conscience humaine collective. Le but ultime de l'espèce humaine vivant en harmonie avec toutes les espèces animales et végétales devrait être au cœur de cette éthique. Elle devrait aussi comprendre le droit de chaque individu à un environnement propre et sain, ainsi que le devoir de protéger et de préserver cet environnement. Un environnement propre est un droit de l'homme fondamental sans lequel tous les autres droits de l'homme fondamentaux sont sans signification. Basée sur des pratiques environnementales traditionnelles et soutenables, s'appuyant sur de solides fondements scientifiques et technologiques, guidée par des valeurs humaines et inspirée par le sentiment d'une responsabilité vis-à-vis des générations futures et d'avoir des comptes à leur rendre, cette nouvelle éthique de l'environnement aidera à susciter l'émergence d'une alliance mondiale de tous les acteurs de la société humaine. Une alliance mondiale de cette nature est une condition indispensable pour faire du développement durable une réalité.

170. Depuis sa création en 1972 et en application de son mandat, le PNUE a favorisé un dialogue entre les nations sur les questions relatives à l'environnement dans toutes ses activités ordinaires. La contribution apportée par le PNUE à cette entreprise est attestée par les activités qui ont aidé à l'émergence d'un ensemble de norme, de règles, de règlements, de conventions et de textes législatifs mis en place aux niveaux national, régional et international. Le nouveau PNUE du nouveau siècle oeuvrera avec une vigueur encore accrue à l'émergence d'une nouvelle culture universelle pour la viabilité de notre environnement mondial.

171. Le 13 novembre 2000, l'Assemblée générale a décidé de réunir à sa cinquante-sixième session un segment de haut niveau sur le dialogue entre les civilisations. L'environnement fait partie de ce dialogue. Le deuxième Forum ministériel mondial sur l'environnement souhaitera peut-être prier le Directeur exécutif du PNUE de transmettre à l'Assemblée, à cette occasion, le présent rapport et un résumé du débat sur cette question, en tant que contribution du PNUE au dialogue entre les civilisations.
